

QCM 1 :

1) A propos de la concurrence chez Elias :

- La concurrence territoriale ne mène pas au monopole car chaque seigneur dispose sur son territoire du pouvoir de lever l'impôt et des armées afin de se défendre contre les envahisseurs.
- La concurrence territoriale mène au monopole car elle implique la disparition du vaincu en tant que compétiteur, et l'appropriation de son domaine et de ses richesses par le vainqueur
- La concurrence territoriale ne mène pas au monopole car le roi, qui est un seigneur parmi les seigneurs, ne permettrait pas que ses vassaux se fassent la guerre
- La concurrence territoriale mène au monopole car elle implique la disparition du vainqueur en tant que compétiteur, et l'appropriation de son domaine et de ses richesses par le vaincu.
- La concurrence territoriale mène au monopole car elle implique le maintien du vaincu, en tant que compétiteur et l'appropriation de son domaine et de ses richesses par le vainqueur.

2) Market Failure / state failure

- Les néoclassiques qui étudient les « market failures » pensent que l'État doit intervenir pour les « réparer » tandis que d'autres pensent au contraire que les « state failures » ne doivent pas être évitées en laissant faire les agents privés.
- Les néoclassiques qui étudient les « market failures » pensent que l'État ne doit pas intervenir pour les « réparer » tandis que d'autres pensent au contraire que les « state failures » ne doivent pas être évitées en laissant faire les agents privés.
- Les néoclassiques qui étudient les « state failures » pensent que l'État doit intervenir pour les « réparer » tandis que d'autres pensent au contraire que les « market failures » doivent être évitées en laissant faire les agents privés.
- Les néoclassiques qui étudient les « market failures » pensent que l'État ne doit pas intervenir pour les « réparer » tandis que d'autres pensent au contraire que les « state failures » doivent être évitées en laissant faire les agents privés.

3) Théorie néoclassique de la concurrence imparfaite et État

- Le monopole naturel n'existe quasiment pas, la concurrence parfaite est la règle, ce qui justifie le fait que l'État privatise les services publics et les mette en concurrence.
- Le monopole naturel est analysé comme un échec de marché (market failure) qui résulte de l'action étatique. Il convient donc de privatiser et d'interdire à l'État d'intervenir.
- L'État ne peut rien faire face aux monopoles, il est lui-même un monopole qu'il faudrait détruire.
- En cas de monopole naturel, le monopoleur laissé à lui-même fait un surprofit et offre une quantité de biens insuffisante. Pour remédier à cet échec de marché (market failure), l'État doit intervenir ; en imposant de produire une certaine quantité pour un prix correspondant par exemple à son coût moyen, ou bien en offrant lui-même le bien considéré.

- En cas de monopole naturel, le monopoleur laissé à lui-même fait un surprofit car la demande est insuffisante pour lui permettre d'amortir ses coûts fixes. Face à cet échec de marché (market failure), il doit être soutenu par l'État.

4) Sur le rôle de l'État et des APU dans la nouvelle économie classique (NEC)

- Le message est clairement positif : les politiques keynésiennes sont efficaces et bénéfiques, il faut « laisser faire » le « marché » et les acteurs privés, l'État doit être réduit au minimum, la politique monétaire doit être sortie du contrôle du gouvernement par des statuts lui conférant une indépendance vis-à-vis de tout contrôle démocratique et des règles strictes à suivre.
- Le message est clairement positif : les politiques keynésiennes sont efficaces et bénéfiques, il faut « laisser faire » le « marché » et les acteurs privés, l'État ne doit pas être réduit au minimum afin de pouvoir répondre aux market failures et d'assumer la politique monétaire, en suivant tout de même des règles strictes pour sa crédibilité.
- Le message est clairement positif : les politiques keynésiennes sont inefficaces et même nuisibles, il faut « laisser faire » le « marché » et les acteurs privés, l'État doit être réduit au minimum, la politique monétaire doit être sortie du contrôle du gouvernement par des statuts lui conférant une indépendance vis-à-vis de tout contrôle démocratique et des règles strictes à suivre.
- Le message est clairement normatif : les politiques keynésiennes sont inefficaces et même nuisibles, il faut « laisser faire » le « marché » et les acteurs privés, l'État doit être réduit au minimum, la politique monétaire doit être sortie du contrôle du gouvernement par des statuts lui conférant une indépendance vis-à-vis de tout contrôle démocratique et des règles strictes à suivre.
- Le message est clairement normatif : les politiques keynésiennes sont efficaces et bénéfiques, il faut « laisser faire » le « marché » et les acteurs privés, l'État doit être réduit au minimum, la politique monétaire doit être sortie du contrôle du gouvernement par des statuts lui conférant une indépendance vis-à-vis de tout contrôle démocratique et des règles strictes à suivre.

5) La nouvelle économie classique (NEC)

- Présuppose, dans un cadre d'équilibre général, qu'une économie sans État fonctionne bien toute seule (hypothèse d'autorégulation). Puis, introduisant l'État dans l'analyse, la NEC constate que ceci vient stabiliser le modèle. Le rôle stabilisateur de l'État n'est donc pas un résultat, mais une hypothèse théorique.
- Présuppose, dans un cadre d'équilibre général, qu'une économie sans État fonctionne mal toute seule (hypothèse d'autorégulation). Puis, introduisant l'État dans l'analyse, la NEC constate que ceci vient stabiliser le modèle. Le rôle stabilisateur de l'État n'est donc pas une hypothèse théorique mais bien un résultat.
- Présuppose, dans un cadre d'équilibre général, qu'une économie sans État fonctionne bien toute seule (hypothèse d'autorégulation). Puis, introduisant l'État dans l'analyse, la NEC constate que ceci vient perturber le modèle. Le rôle stabilisateur de l'État n'est donc pas un résultat mais une hypothèse théorique.
- Présuppose, dans un cadre d'équilibre général, qu'une économie sans État fonctionne mal toute seule (hypothèse d'autorégulation). Puis, introduisant l'État dans l'analyse, la NEC constate que ceci vient perturber le modèle. Le rôle stabilisateur de l'État n'est donc pas un résultat mais une hypothèse théorique.

- Présuppose, dans un cadre d'équilibre général, qu'une économie sans État fonctionne mal toute seule (hypothèse d'autorégulation). Puis, introduisant l'État dans l'analyse, la NEC constate que ceci vient stabiliser le modèle. Le rôle stabilisateur de l'État n'est donc pas un résultat mais bien une hypothèse théorique.

6) Le double monopole chez Norbert Elias porte sur

- La sécurité et les établissements publics
- Les moyens militaires et la levée des impôts
- Les moyens militaires et l'endettement
- L'endettement et la levée des impôts
- La police et la justice

7) A propos des dépenses publiques relevant de la fonction économique de l'Etat chez Smith :

- Les dépenses publiques relatives à l'établissement et à l'entretien des ouvrages publics doivent permettre de désenclaver les zones peu peuplées et leur assurer un développement économique.
- Les dépenses publiques relatives à l'établissement et à l'entretien des ouvrages publics doivent être limitées afin d'inciter les particuliers à faire eux-mêmes les investissements nécessaires à la poursuite de leur activité économique.
- Les dépenses publiques relatives à l'établissement et à l'entretien des ouvrages publics doivent faciliter le commerce et l'industrie de manière à stimuler leur développement

8) A propos de la diversité des points de vue entre les classiques.

- Il n'y a eu aucune controverse entre eux
- Seul l'un d'entre eux était en désaccord avec les autres : Say
- Seul l'un d'entre eux était en désaccord avec les autres : Malthus
- Ils n'avaient entre eux que des désaccords mineurs
- Il y a eu d'importantes controverses entre eux

9) Elias montre que la monétarisation de l'impôt (verif)

- ne permet pas à la couronne de consolider sa puissance car elle est alors contrainte de s'endetter en monnaie. Mais ceci stimule quand même les échanges car leurs dépenses permettent d'écouler l'accroissement de la production commerciale qui résulte de la monétarisation de l'impôt.
- permet à la couronne de consolider sa puissance en développant une administration composée de spécialistes dévoués et payés en monnaie. Mais ceci ne stimule pas vraiment les échanges : la monétarisation de l'impôt n'a pas véritablement d'impact sur la production et les flux de marchandises.
- n'a aucun rapport avec la puissance de la couronne car celle-ci est fondée sur l'unité territoriale.
- permet de résoudre la double coïncidence des besoins, ce qui résout en partie l'indétermination du monopole bilatéral

- permet à la couronne de consolider sa puissance en développant une administration composée de spécialistes dévoués et payés en monnaie. Ceci stimule les échanges car leurs dépenses permettent d'écouler l'accroissement de la production commerciale qui résulte de la monétarisation de l'impôt

10) Théorie du public choice :

- Dans l'approche du « public choice », les groupes qui dirigent l'État utilisent le gouvernement avec démagogie afin de gagner des voix pour rester au pouvoir : le keynésianisme n'est alors qu'un clientélisme.
- Dans l'approche du « public choice », les groupes qui dirigent l'État utilisent sans aucune démagogie ; le keynésianisme est la solution pour résoudre les market failures.
- Dans l'approche du « public choice », les groupes qui dirigent l'État utilisent le gouvernement pour réaliser l'EGCP, ce qui suppose de rejeter le keynésianisme.
- Dans l'approche du « public choice », tout comme chez les marxistes, les groupes qui dirigent l'État utilisent le gouvernement avec démagogie pour promouvoir les intérêts des capitalistes.
- Contrairement aux marxistes, les tenants du « public choice », pensent que l'État vient toujours servir l'intérêt général car les hommes politiques sont entièrement dévoués à la rationalité économique.

11) L'approche néo-keynésienne

- La nouvelle synthèse néoclassique de la théorie keynésienne, « seconde synthèse », a emprunté les outils de la NEC pour y introduire les défaillances de l'Etat, tout en édulcorant son message politique.
- La nouvelle synthèse néoclassique de la théorie keynésienne, « seconde synthèse », a apporté à la NEC de nouveaux outils (défaillances de marché), tout en acceptant son message politique.
- La nouvelle synthèse néoclassique de la théorie keynésienne, « seconde synthèse », a emprunté les outils de la NEC pour y introduire les défaillances de marché, tout en édulcorant son message politique.
- La nouvelle synthèse néoclassique de la théorie keynésienne, « seconde synthèse », a emprunté les outils de la NEC pour y introduire les défaillances de l'Etat, tout en renforçant son message politique.
- La nouvelle synthèse néoclassique de la théorie keynésienne, « seconde synthèse », a apporté à la NEC de nouveaux outils (défaillances de l'État), tout en édulcorant son message politique.

12) Les classiques pensaient que l'État doit assumer les fonctions régaliennes (armée, police, justice), et au-delà ?

- L'Etat doit déléguer les services publics au secteur privé pour une meilleure efficacité productive.
- Pour un meilleur fonctionnement de l'économie, l'Etat doit privatiser les services publics.
- L'Etat ne doit jamais intervenir.
- L'Etat doit assumer la production et l'entretien des biens publics sinon pas produits correctement par le secteur privé.

- L'Etat intervient pour produire et entretenir des biens publics, c'est un mal nécessaire qui réduit la richesse des nations.

13) A propos du développement de l'Etat associé à la division du travail chez Smith

- Division du travail et développement de l'Etat n'ont rien à voir : la division du travail relève de l'initiative privée et le développement de l'Etat est associé au seul besoin de protéger la société et ses membres.
- La division du travail, à l'origine du développement du commerce et de l'industrie, nécessite en retour l'intervention de l'Etat dans les ouvrages, qui facilitent le commerce, et dans l'éducation de la jeunesse, pour contrecarrer les méfaits de la déqualification de la main d'œuvre (liée à la division du travail).
- La division du travail, à l'origine de l'accroissement de la productivité, permet de limiter le développement de l'Etat.
- Le développement de l'Etat dans la production de biens et services satisfaisant l'intérêt général permet de limiter la division du travail et ses méfaits.
- Division du travail et développement de l'Etat sont liés ; ils se soutiennent réciproquement. L'Etat contraint les particuliers à la division du travail et la division du travail assure des ressources à l'Etat.

14) Etat et « première synthèse »

- L'Etat comprend trois fonctions clés : rapidité, redistributivité, transparence.
- L'Etat comprend trois fonctions clés : efficacité, stabilité, flexibilité.
- L'Etat comprend trois fonctions clés : optimisation, minimisation, subdivision.
- L'Etat comprend trois fonctions clés : information, innovation, répartition.
- L'Etat comprend trois fonctions clés : allocation, répartition, stabilisation

15) Bien rival/non rival

- La consommation d'un bien rival augmente la quantité de biens disponible pour les autres individus.
- La consommation d'un bien rival diminue la quantité de biens disponible pour les autres individus.
- La consommation d'un bien non rival augmente la quantité de biens disponible pour les autres individus.
- La consommation d'un bien non rival diminue la quantité de biens disponible pour les autres individus.
- La consommation d'un bien rival ne diminue pas la quantité de biens disponible pour les autres individus.

16) Elias explique que les « aides » (sous forme monétaire) se transforment en une institution permanente

- au cours de la Renaissance, en raison de la hausse du coût des technologies d'armements (canons, poudre etc).
- une fois que les seigneurs ont compris qu'ils ne doivent plus faire la guerre entre eux et afin de rendre hommage à leur roi, c'est-à-dire de se mettre pleinement à son service.

- en raison de la prise de conscience qu'il est beaucoup plus efficace économiquement de procéder ainsi (afin de réduire les coûts de transaction)
- au cours de la guerre de Cent Ans, puisque le roi a toujours besoin d'argent pour le mener bien.
- en raison de la pression démographique qui rend d'autant plus nécessaire d'importer du blé en grande quantité.

17) La politique monétaire du nouveau consensus à court et long terme.

- Durant les années 1980, jusqu'à la crise de 2008-9, le « nouveau consensus » des néo-keynésiens a fait régner l'idée que le gouvernement peut faire de la stabilisation à court terme et que l'économie rejoindra toute seule sa trajectoire de long terme. Cette trajectoire de long terme, est supposée dépendre complètement des politiques budgétaire ou monétaire et non des mesures dites « structurelles ».
- Durant les années 1960, jusqu'à la crise de 1993, le « nouveau consensus » des néo-keynésiens a fait régner l'idée que le gouvernement peut faire de la stabilisation à court terme et que l'économie rejoindra toute seule sa trajectoire de long terme. Cette trajectoire de long terme, est supposée ne pas dépendre complètement des politiques budgétaire ou monétaire mais uniquement des mesures dites « structurelles ».
- Durant les années 1980, jusqu'à la crise de 2008-9, le « nouveau consensus » des néo-keynésiens a fait régner l'idée que le gouvernement peut faire de la stabilisation à court terme et que l'économie rejoindra toute seule sa trajectoire de long terme. Cette trajectoire de long terme, est supposée ne pas dépendre complètement des politiques budgétaire ou monétaire mais uniquement des mesures dites « structurelles ».
- Durant les années 1980, jusqu'à la crise de 2008-9, le « nouveau consensus » des néo-keynésiens a fait régner l'idée que le gouvernement ne peut pas faire de la stabilisation à court terme et que l'économie rejoindra toute seule sa trajectoire de long terme. Cette trajectoire de long terme, est supposée dépendre complètement des politiques budgétaire ou monétaire mais uniquement des mesures dites « conjoncturelles ».
- Durant les années 1980, jusqu'à la crise de 2008-9, le « nouveau consensus » des néo-keynésiens a fait régner l'idée que le gouvernement ne peut pas faire de la stabilisation à court terme et que l'économie rejoindra toute seule sa trajectoire de long terme. Cette trajectoire de long terme, est supposée ne pas dépendre complètement des politiques budgétaire ou monétaire mais uniquement des mesures dites « structurelles ».

18) Bien public (théorie néoclassique)

- Un bien public « pur » c'est un bien qui est exclusif et rival
- Un bien public « pur » c'est un bien qui est exclusif et non rival.
- Un bien public « pur » c'est un bien qui est exclusivement produit par l'État.
- Un bien public « pur » c'est un bien qui est non exclusif et non rival
- Un bien public « pur » c'est un bien qui est non exclusif et rival

19) Quels sont les trois critères à partir desquels R.Delorme et C.André distinguent les modèles d'Etat depuis le 19^{ème} siècle ?

- Le régime politique en place ; la place des prélèvements obligatoires ; la présence d'un impôt progressif
- Le rythme de croissance des dépenses publiques ; le rythme de croissance des prélèvements obligatoires ; le rythme de croissance de la dette publique.
- Le rythme de croissance des dépenses publiques ; la structure des dépenses publiques ; le mode d'intervention de l'Etat
- La structure des dépenses publiques ; la place de l'éducation et de la défense ; la place de la sécurité sociale
- Les objectifs des politiques budgétaires ; les objectifs des politiques monétaires ; leur coordination

20) A propos du libéralisme chez les classiques

- Les classiques sont indifférents au libéralisme
- Le libéralisme n'est pas une norme, c'est un fait contre lequel on ne peut rien
- Les classiques sont pragmatiques ; parfois ils professent le libéralisme, parfois ils vont à l'encontre du libéralisme (?)
- L'économie ne doit pas être libérale : le libéralisme n'est pas une norme à suivre
- L'économie doit être libérale : le libéralisme est une norme à suivre

21) Elias explique qu'avant que l'impôt royal en monnaie ne soit instauré, le souverain demande à ses vassaux leur aide militaire, et il sollicite également les habitants des villes (les « bourgeois »)...

- Au lieu de servir dans l'armée du roi, les bourgeois procèdent à une commercialisation du service armé, par le versement d'une certaine somme de biens en nature destinés au recrutement de mercenaires
- Fidèles au roi, les bourgeois s'opposent aux seigneurs féodaux (noblesse d'épée) et sont fiers d'armer leurs propres fils pour aller guerroyer au service du roi, afin de se faire anoblir (noblesse de robe)
- Au lieu de servir dans l'armée du roi, les bourgeois procèdent à une commercialisation du service armé, par le versement d'une certaine somme d'argents destinée au recrutement de mercenaires
- Au lieu de servir dans l'armée du roi, les bourgeois procèdent à l'envoi de troupes de mercenaires qu'ils sont en mesure de recruter et d'équiper pour les remplacer au service du roi
- Au lieu de servir dans l'armée du roi, les pays procèdent à une commercialisation du service armé, par le versement d'une certaine somme d'argent destinée au recrutement de mercenaires

22) Elias explique que le roi Jean ayant été fait prisonnier à la bataille de Poitiers, une énorme rançon est fixée. Pour la payer, l'impôt plurannuel en monnaie est institué. Ceci montre que :

- C'est l'impôt royal qui crée la dette royale
- Le monopole fiscal n'a rien à voir avec le monopole militaire mais résulte en réalité de la nécessité de réaliser des paiements internationaux
- Les recettes fiscales déterminent forcément les dépenses publiques
- La dette personnelle du roi, devient la dette de la couronne ; laquelle institue la nécessité de l'impôt royal

- Les dépenses sont totalement déterminées par les recettes

23) L'Etat dans la pensée keynésienne.

- Tout comme les libéraux classiques, Keynes veut utiliser l'Etat pour atteindre le plein-emploi de ressources rares, en privilégiant la taxation optimale
- Contrairement aux libéraux classiques, Keynes ne croit pas à l'autorégulation d'ensemble de l'économie marchande. Pour lui, l'Etat doit se concentrer sur l'imperfection des marchés, ce qui améliore l'efficacité de l'économie
- Contre les libéraux classiques, Keynes veut sauver les travailleurs de l'exploitation et des inégalités en privilégiant une meilleure réglementation du marché du travail.
- Tout comme les libéraux classiques, Keynes ne croit pas à l'autorégulation d'ensemble de l'économie marchande. Pour lui, l'Etat doit répondre au défaut de coordination, ce qui améliore l'efficacité de l'économie
- **Contrairement aux libéraux classiques, Keynes ne croit pas à l'autorégulation d'ensemble de l'économie marchande. Pour lui, l'Etat doit répondre au défaut de coordination, ce qui améliore l'efficacité de l'économie**

24) A propos des dépenses de l'Etat chez Smith

- Elles doivent être limitées aux fonctions régaliennes
- Elles doivent être limitées aux fonctions régaliennes mais l'Etat doit également intervenir pour réglementer la concurrence
- Elles comprennent les dépenses liées aux fonctions régaliennes ainsi que le financement de certains biens et services publics participant à l'accroissement du commerce.
- Elles doivent être limitées aux fonctions régaliennes mais l'Etat doit également intervenir pour réglementer le monopole
- **Elles doivent s'étendre à l'ensemble des fonctions permettant d'associer efficacité économique et justice sociale**

25) A propos de l'entre-deux guerres selon R.Delorme et C.André

- C'est une période de transition entre l'Etat circonscrit et l'Etat inséré. Les dépenses publiques restent stables, dans l'attente du nouveau modèle.
- C'est une période de transition entre l'Etat circonscrit et l'Etat inséré. L'Etat augmente les dépenses publiques pour préparer l'Etat inséré .
- **C'est une période de transition entre l'Etat circonscrit et l'Etat inséré caractérisée par d'importants bouleversements qui rendent l'évolution des dépenses publiques très heurtée.**

26) Keynes et l'Etat.

- **Contrairement aux néoclassiques, au « public choice » et aux marxistes, l'Etat chez Keynes est bienveillant, comme chez les libéraux classiques.**
- Keynes reprend de Marx, l'idée que l'Etat doit être du côté travailleurs pour réduire l'exploitation et améliorer la protection sociale grâce à la politique budgétaire (?)
- Keynes s'oppose aux libéraux classiques : pour lui l'Etat est bienveillant
- Keynes s'oppose aux libéraux classiques : pour lui l'Etat n'est pas bienveillant

- Keynes est d'accord avec les néoclassiques de la première vague pour dire que l'Etat doit se concentrer sur les market failures, tout en étant bienveillant avec l'intérêt des capitalistes dont dépend l'investissement et la croissance.

27) A propos de la diversité des points de vue entre les classiques

- Seul l'un d'entre eux était en désaccord avec les autres : Say
- Seul l'un d'entre eux était en désaccord avec les autres : Malthus ?
- Ils n'avaient entre eux que des désaccords mineurs
- Il y a eu d'importantes controverses entre eux
- Il n'y a eu aucune controverse entre eux

28) Pour Elias, dans la période moderne

- Les luttes sociales n'ont plus pour objectif l'abolition du monopole de la domination, mais l'accès à la disposition de l'appareil administratif du monopole et la répartition de ses charges et profits.
- Les luttes sociales ont pour objectif de détruire l'Etat afin d'instaurer à la place une concurrence authentique entre des cocontractants libres et égaux en droits
- Les luttes sociales ont pour objectif l'abolition du monopole de la domination, mais l'accès à la disposition de l'appareil administratif du monopole et la répartition de ses charges et profits.
- Les luttes sociales ont pour objectif l'abolition du monopole de la domination, et le rejet de l'appareil administratif du monopole et la répartition de ses charges et profits.
- Les luttes sociales n'ont plus pour objectif l'abolition du monopole de la domination, mais le rejet de l'appareil administratif du monopole et la répartition de ses charges et profits.

29) Selon R.Delorme et C.André, la progression des dépenses publiques au 20^{ème} siècle rend compte :

- De l'augmentation correspondante de la dette publique
- De l'augmentation correspondante des prélèvements obligatoires
- De place excessive qu'a prise l'Etat dans l'économie
- Des nouvelles relations qu'entretiennent l'Etat et l'économie selon une configuration cohérente
- De nouvelles relations qu'entretiennent l'Etat et l'économie selon une configuration cohérente qui a conduit à la crise économique

30) Les stabilisateurs automatiques

- Les déficits varient indépendamment de l'output gap. Malgré tout, quand la concurrence ralentit, les recettes fiscales baissent et les dépenses de minima sociaux et d'indemnisation chômage augmentent, ce qui d'un côté augmente le déficit et, d'un autre côté, limite la baisse de la demande ; et inversement.
- quand la concurrence ralentit, les recettes fiscales augmentent et les dépenses de minima sociaux et d'indemnisation chômage baissent, ce qui d'un côté augmente le déficit et, d'un autre côté, limite la baisse de la demande ; et inversement. Les déficits varient automatiquement en fonction de l'output gap.

- quand la concurrence ralentit, les recettes fiscales baissent et les dépenses de minima sociaux et d'indemnisation chômage augmentent, ce qui d'un côté baisse le déficit et, d'un autre côté, limite la hausse de la demande ; et inversement. Les déficits varient automatiquement en fonction de l'output gap.
- quand la concurrence accélère, les recettes fiscales baissent et les dépenses de minima sociaux et d'indemnisation chômage augmentent, ce qui d'un côté augmente le déficit et, d'un autre côté, limite la baisse de la demande ; et inversement. Les déficits varient automatiquement en fonction de l'output gap
- quand la concurrence ralentit, les recettes fiscales baissent et les dépenses de minima sociaux et d'indemnisation chômage augmentent, ce qui d'un côté augmente le déficit et, d'un autre côté, limite la baisse de la demande ; et inversement. Les déficits varient automatiquement en fonction de l'output gap

31) Le contenu du message keynésien

- Le « nouveau consensus » repose sur l'idée que les marchés ne s'équilibrent pas parfaitement. Mais il ne s'intéresse pas aux rigidités, ou aux imperfections (y compris les imperfections en matière d'information) qui sont supposées limiter et/ou ralentir les ajustements.
- Le « nouveau consensus » repose sur l'idée que les marchés s'équilibrent parfaitement malgré des rigidités, et des imperfections (en particulier des imperfections en matière d'information) qui limitent et/ou ralentissent les ajustements.
- Le « nouveau consensus » repose sur l'idée que les rigidités, et des imperfections (en particulier les imperfections en matière d'information) qui limitent et/ou ralentissent les ajustements, servent en réalité à équilibrer les marchés à court et à long terme.
- Le « nouveau consensus » repose sur l'idée que les marchés ne s'équilibrent pas en raison de rigidités, ou d'imperfections (en particulier des imperfections en matière d'information) qui limitent et/ou ralentissent les ajustements.
- Le « nouveau consensus » repose sur l'idée que les marchés ne s'équilibrent pas parfaitement en raison des interventions de l'Etat qui limitent et/ou ralentissent les ajustements.

32) Le courant des néokeynésiens (Blanchard, Fischer, Stiglitz, Krugman....)

- A fait émerger dans les années 1970 un « nouveau consensus » où l'économie est (un peu) keynésienne à court terme et néoclassique à long terme.
- A fait émerger dans les années 1980 un « nouveau consensus » où l'économie est (un peu) keynésienne à court terme et néoclassique à long terme.
- A fait émerger dans les années 1990 un « nouveau consensus » où l'économie est (un peu) keynésienne à court terme et néo-marxiste à long terme.
- A fait émerger dans les années 1970 un « nouveau consensus » où l'économie est (un peu) néoclassique à court terme et keynésienne à long terme.
- A fait émerger dans les années 1980 un « nouveau consensus » où l'économie est (un peu) néoclassique à court terme et keynésienne à long terme.

33) La concurrence chez les classiques

- La concurrence n'a aucun effet sur l'activité économique

- La concurrence a certes du bon mais parfois les monopoles privés sont préférables car ils augmentent le bien-être de la société
- La concurrence est la meilleure façon (normatif) d'accroître la production nationale et la satisfaction des besoins
- La concurrence est la pire façon (normatif) d'accroître la production nationale et la satisfaction des besoins
- La concurrence est la meilleure façon (normatif) de réduire la production nationale et la satisfaction des besoins

34) Externalités et Etat dans la théorie néoclassique

- Les externalités (positives ou négatives, selon les cas) donnent lieu à des market failures, qui rendent nécessaire d'améliorer le contrôle et la gestion publique dans l'optique de rapprocher la taxation optimale de son niveau de productivité marginale.
- Les externalités (positives ou négatives, selon les cas) donnent lieu à des market failures qui impliquent de nationaliser l'économie partout où elles sont présentes en vue de mieux internaliser les coûts ou les bénéfices selon les cas.
- Les externalités (positives ou négatives, selon les cas) donnent lieu à des market failures, ce qui n'implique nullement une intervention de l'Etat sous forme de réglementation ou de taxation en vue de mieux internaliser les coûts ou les bénéfices selon les cas.
- Les externalités (positives ou négatives, selon les cas) donnent lieu à des market failures, ce qui implique une intervention de l'Etat sous forme de réglementation ou de taxation en vue de mieux internaliser les coûts ou les bénéfices selon les cas.
- Les externalités (positives ou négatives, selon les cas) donnent lieu à des market failures, ce qui autorise une offre publique au plus près des fluctuations de la demande privée.

35) Equilibre général en concurrence parfaite (EGCP, théorie néoclassique) et Etat

- L'EGCP est une théorie ambiguë concernant le rôle de l'Etat : d'un côté elle laisse place explicitement à l'intervention publique (cf. théorie des biens publics) d'un autre tout marcherait mieux s'il n'y avait pas un planificateur implicite venant brouiller les cartes.
- L'EGCP n'est pas ambiguë à propos de l'Etat : tout fonctionne de manière décentralisée grâce au mécanisme du marché. Il n'y a pas de planificateur implicite.
- L'EGCP est une théorie ambiguë concernant le rôle de l'Etat : d'un côté elle laisse place explicitement à aucune intervention publique d'un autre rien ne marcherait s'il n'y avait pas un planificateur implicite.
- L'EGCP n'est pas ambiguë, il s'agit juste d'une théorie implicite de l'Etat planificateur qui a d'ailleurs inspiré les soviétiques en leur temps.
- L'EGCP n'est pas ambiguë à propos de l'Etat : malgré la présence implicite du commissaire-priseur, tout fonctionne de manière décentralisée grâce au mécanisme de marché.

36) L'organisation de l'équilibre général en concurrence parfaite (théorie néoclassique)

- Dans l'équilibre général en concurrence parfaite, c'est le mécanisme des prix qui coordonne efficacement et simultanément les offres et les demandes des individus ; il correspond à un optimum de Pareto. Tous les agents sont « price taker » (« preneurs » de prix) et il n'y a ni Etat ni commissaire-priseur.
- Contrairement à la planification centralisée (de type soviétique), la concurrence parfaite décrit un système parfaitement décentralisé où les agents interagissent librement sans l'intervention d'un tiers.
- L'équilibre général en concurrence parfaite décrit le monde idéal d'une économie de marché qui fonctionne de manière autorégulée et sans Etat.
- Le système est (implicitement) centralisé autour du commissaire-priseur, lequel détermine les prix en confrontant les offres et les demandes des agents. C'est lui qui fixe les prix et organise les échanges. Il s'agit d'un modèle de planification centralisée.
- Dans la théorie de l'équilibre général en concurrence parfaite, il existe un commissaire-priseur qui s'occupe de déterminer les prix et d'organiser les échanges. Cet agent est rémunéré par l'ensemble des agents, à sa productivité marginale pour son service d'information et de coordination.

37) A propos du financement des dépenses publiques chez Smith (verif)

- Le principe général de financement des dépenses publiques est de mettre en place une contribution commune, générale, correspondant à l'impôt progressif dans un souci de justice.
- Le principe général de financement des dépenses publiques est d'éviter à tout prix la mise en place d'un impôt général qui décourage l'activité économique. Seules des contributions des membres de la société qui bénéficient des dépenses publiques sont tolérées.
- Le principe général de financement des dépenses publiques est de taxer et faire payer les contribuables qui profitent directement de ces dépenses. Une contribution générale est nécessaire pour pouvoir emprunter (afin d'investir) et pour financer les dépenses publiques qui profitent à tous les membres de la société.
- Il n'y a pas de principe général de financement des dépenses publiques chez Smith. Son propos est de limiter autant que possible les dépenses publiques et donc les besoins de financement.
- Le principe général de financement des dépenses publiques est un principe de justice : il est juste que les plus riches financent l'accès des plus pauvres aux services publics.

38) A propos de la théorie néo-keynésienne

- La théorie dite « néo-keynésienne » s'est développée dans les années 1980, en réaction à la « nouvelle économie classique » qui avait elle-même émergé dans les années 1970 comme une réaction contre la théorie néo-marxienne.
- La théorie dite « néo-keynésienne » s'est développée dans les années 1980, en réaction à la théorie keynésienne qui avait elle-même émergé dans les années 1970 comme une réaction contre la « nouvelle économie classique »
- La théorie dite « néo-keynésienne » s'est développée dans les années 1940-50, en réaction à la crise des années 1930 et au libéralisme lequel avait lui-même émergé dans les années 1970 comme une réaction contre la théorie mercantiliste.

- La théorie dite « néo-keynésienne » s'est développée dans les années 1980, en réaction à la « nouvelle économie classique » qui avait elle-même émergé dans les années 1970 comme une réaction contre la théorie keynésienne.
- La « nouvelle économie classique » s'est développée dans les années 1980, en réaction à la théorie dite « néo-keynésienne » qui avait elle-même émergé dans les années 1970 comme une réaction contre la théorie keynésienne.

39) La nouvelle économie classique (NEC), à propos des fluctuations économiques

- Présuppose que l'économie se maintient à l'équilibre, y compris lorsqu'il y a de fluctuations. Ceci a lieu grâce aux réponses optimales des stabilisateurs automatiques aux chocs exogènes permettant de toujours ramener l'économie sur sa tendance de long terme.
- Présuppose que l'économie ne peut se maintenir à l'équilibre, surtout lorsqu'il y a de fluctuations. Celles-ci induisent des réponses comportementales sous-optimales à des chocs endogènes éloignant l'économie de sa tendance de long terme.
- Présuppose que l'économie se maintient à l'équilibre, y compris lorsqu'il y a de fluctuations. Celles-ci induisent des réponses comportementales sous-optimales à des chocs endogènes éloignant l'économie de sa tendance de long terme.
- Présuppose que l'économie se maintient à l'équilibre, y compris lorsqu'il y a de fluctuations. Celles-ci ne font que résulter des réponses comportementales optimales à des chocs exogènes permettant de toujours ramener l'économie sur sa tendance de long terme.
- Présuppose que l'économie ne peut se maintenir à l'équilibre, surtout lorsqu'il y a de fluctuations. Celles-ci ne font que résulter des réponses comportementales optimales à des chocs exogènes permettant de toujours ramener l'économie sur sa tendance de long terme.

40) Pour Elias, avant l'Etat moderne

- La conquête des domaines et des fonctions de domination liées à leur possession est laissée à l'initiative privée de chacun.
- La conquête des domaines et des fonctions de domination liées à leur possession est laissée à l'initiative du souverain.
- L'initiative privée est inexistante dans l'ancien régime pour la conquête des domaines et des fonctions de domination.
- La conquête des domaines et des fonctions de domination liées à leur possession est stimulée par un système de subvention et d'exonérations fiscales laissées à l'initiative privée de chacun.
- La conquête des domaines et des fonctions de domination liées à leur possession n'est pas laissée à l'initiative privée de chacun

41) Chez les néokeynésiens, à long terme

- L'Etat doit mettre en œuvre la « réforme structurelle » : il s'agit de flexibiliser les marchés, surtout celui du capital, de manière à accomplir la promesse d'une allocation optimale des ressources par un marché le moins imparfait possible, ce qui permettrait de maximiser la croissance potentielle.
- L'Etat doit mettre en œuvre la « réforme structurelle » : il s'agit de flexibiliser les marchés, surtout celui du travail, de manière à accomplir la promesse d'une

allocation optimale des ressources par un marché le moins imparfait possible, ce qui permettrait de maximiser la croissance potentielle.

- L'Etat doit mettre en œuvre la « réforme structurelle » : il s'agit de flexibiliser les marchés, surtout celui du travail, de manière à accomplir la promesse d'une allocation optimale des ressources par un marché le moins imparfait possible, ce qui permettrait de maximiser la croissance potentielle.
- L'Etat doit mettre en œuvre la « réforme conjoncturelle » : il s'agit de flexibiliser les marchés, surtout celui du capital, de manière à accomplir la promesse d'une allocation optimale des ressources par un marché le moins imparfait possible, ce qui permettrait de maximiser la croissance potentielle.
- L'Etat doit mettre en œuvre la « réforme structurelle » : il s'agit de flexibiliser les marchés, de manière à accomplir la promesse d'une allocation optimale des ressources par un commissaire-priseur le moins imparfait possible, ce qui permettrait de maximiser la croissance potentielle.

42) A propos de l'Etat inséré, selon R.Delorme et C.André

- La période qui suit la 2^{ème} guerre mondiale, jusqu'au début des années 1980, est caractérisée par une baisse du ratio de dépenses publiques en raison de la forte croissance économique. Celles-ci sont davantage liées au développement des transports publics et des logements sociaux au détriment de la guerre et de la dette. L'Etat mène des politiques budgétaires et monétaires coordonnées pour stabiliser son ratio de dette.
- La période qui suit la 2^{ème} guerre mondiale, jusqu'au début des années 1980, est caractérisée par une hausse du ratio de dépenses publiques. Celles-ci sont davantage liées au financement de la dette au détriment de l'éducation. L'institutionnalisation du salaire indirect avec la création de la sécurité sociale et la coordination des politiques budgétaires et monétaires marquent la responsabilisation économique et sociale de l'Etat et la croissance de la dette publique.
- La période qui suit la 2^{ème} guerre mondiale, jusqu'au début des années 1980, est caractérisée par une hausse du ratio de dépenses publiques. Celles-ci sont davantage liées au financement de l'éducation et d'actions sociales au détriment de la guerre et de la dette. L'institutionnalisation du salaire indirect avec la création de la sécurité sociale et la coordination des politiques budgétaires et monétaires marquent la responsabilisation économique et sociale de l'Etat.
- La période qui suit la 2^{ème} guerre mondiale, jusqu'au début des années 1980, est caractérisée par une stabilité du ratio de dépenses publiques. Celles-ci sont davantage liées au financement de la dette et de l'éducation au détriment de la guerre. L'Etat est inséré dans l'économie dans la mesure où toutes ses actions sont contraintes par le cadre européen qui impose la stabilité budgétaire.
- La période des 30 glorieuses est celle de l'Etat inséré. Les dépenses publiques sont relativement stables par rapport au PIB compte tenu de la forte croissance économique. L'Etat fait toujours face à un niveau d'endettement élevé qui le conduit à mettre en place des politiques de rigueur budgétaire.

43) Chez Elias, avant la double monopolisation

- Les seigneurs se font concurrence pour la possession des territoires par des moyens économiques et par la violence militaire.

- Les seigneurs se font concurrence pour la possession des territoires par des rachats de terre fondés sur le prélèvement de l'impôt dans leur propre domaine.
- Les seigneurs se font concurrence pour augmenter leurs parts de marchés par des moyens économiques et par la violence militaire.
- Les pays se font concurrence pour la possession des territoires par des moyens économiques et par la violence militaire.
- Les seigneurs se font concurrence pour augmenter leurs parts de marchés uniquement par des moyens économiques, en réduisant leurs prix.

44) Chez les néokeynésiens, à court terme

- La politique budgétaire et fiscale doit être discrétionnaire : ne pas laisser jouer les stabilisateurs automatiques. La politique monétaire doit suivre une règle (héritage de la NEC) qui consiste à ajuster le taux d'intérêt de manière à compenser les fluctuations procycliques de l'inflation.
- La politique budgétaire et fiscale doit être massive (héritage de la NEC) : pour laisser jouer les stabilisateurs automatiques et lisser les fluctuations de la demande globale. La politique monétaire doit suivre une règle discrétionnaire qui consiste à ajuster le taux d'intérêt de manière à compenser les fluctuations procycliques de la masse monétaire.
- La politique budgétaire et fiscale doit être passive : laisser jouer les stabilisateurs automatiques pour lisser les fluctuations de la demande globale. La politique monétaire ne doit pas suivre de règle (héritage de la NEC) mais elle doit être discrétionnaire.
- La politique budgétaire et fiscale doit être passive : laisser jouer les stabilisateurs automatiques pour lisser les fluctuations de la demande globale. La politique monétaire doit suivre une règle (héritage de la NEC) qui consiste à ajuster le taux d'intérêt de manière à compenser les fluctuations procycliques de l'inflation.
- La politique budgétaire et fiscale doit être discrétionnaire : ne pas laisser jouer les stabilisateurs automatiques. La politique monétaire ne doit pas suivre de règle (héritage de la NEC) mais elle doit être aussi discrétionnaire.

45) L'Etat dans la théorie de l'équilibre général en concurrence parfaite (EGCP)

- L'Etat n'est pas explicitement pris en compte mais l'EGCP fonctionne spontanément sans Etat.
- Dans l'EGCP, le vecteur de prix est déterminé spontanément par la concurrence décentralisée entre les agents, ainsi l'allocation des ressources rares est rendue possible sans Etat, mais c'est un monde idéal et parfait assez difficile à réaliser (réformes structurelles nécessaires).
- L'EGCP démontre que la concurrence décentralisée entre les agents économiques n'a pas besoin de l'intervention d'un agent tiers de type Etat.
- L'Etat n'est pas explicitement pris en compte mais l'EGCP n'est réalisable que si une entité (superpuissante) centralise et coordonne les choix des agents pour trouver le vecteur de prix et pour répartir les biens (allocation).
- L'EGCP est un système totalement décentralisé qui fonctionne explicitement sans Etat. C'est une très bonne illustration de la main invisible.

46) A propos de la fonction économique de l'Etat chez Smith

- L'Etat doit remédier à l'insuffisance de l'initiative privée en finançant la fourniture de biens et services publics accessibles à tous, afin de satisfaire un objectif d'égalité.
- L'Etat doit financer des biens et services publics qui servent l'intérêt général en facilitant le commerce et qui ne seraient autrement entrepris par des particuliers
- L'Etat doit remédier à l'insuffisance de l'initiative privée dans les domaines de l'éducation de la jeunesse afin de satisfaire le seul objectif de la justice
- L'Etat doit intervenir le moins possible et se limiter aux fonctions régaliennes. Il n'assume pas de fonction économique.
- La fonction économique de l'Etat est très circonscrite : il s'agit pour l'Etat d'empêcher, par la seule réglementation, la constitution de monopole.

47) A propos de l'Etat circonscrit, selon R.Delorme et C.André

- La période du 19^{ème} siècle est caractérisée par une forte baisse du ratio des dépenses publiques. Celles-ci ne sont liées qu'au financement de la dette et des guerres. L'Etat est concentré sur ses fonctions régaliennes.
- La période du 18^{ème} siècle est caractérisée par une stabilité du ratio des dépenses publiques. Celles-ci sont liées essentiellement au financement de la dette et des guerres. L'Etat intervient dans l'économie avec un rôle bien délimité législateur et réglementeur, protecteur, client, débouché pour l'épargne.
- La période du 19^{ème} siècle est caractérisée par une stabilité du ratio des dépenses publiques. Celles-ci sont liées essentiellement au financement de la dette et des guerres. L'Etat intervient dans l'économie avec un rôle bien délimité législateur et réglementeur, protecteur, client, débouché pour l'épargne.
- La période du 19^{ème} siècle est caractérisée par une stabilité du ratio des dépenses publiques. Celles-ci sont liées essentiellement au développement des infrastructures publiques, au financement des premières assurances sociales et à l'enseignement primaire et secondaire. L'Etat intervient dans l'économie en prenant en charge les fonctions régaliennes et la production de biens et services publics.
- La période du 19^{ème} siècle est caractérisée par une forte hausse du ratio des dépenses publiques. Celles-ci sont liées essentiellement au financement de la dette et des guerres. L'Etat intervient dans l'économie avec un rôle bien délimité législateur et réglementeur, protecteur, client, débouché pour l'épargne.'

48) Avant que l'impôt régulier ne soit instauré, Elias considère que les prélèvements irréguliers

- Génèrent certitude et stabilité. Comme ils sont une institution normale, personne n'est surpris, ils sont pris en compte dans les échanges commerciaux et les calculs de prix.
- Génèrent de l'incertitude et de l'instabilité. Comme ils ne sont pas une institution normale, personne n'en tient compte dans ses calculs, ils tombent comme une catastrophe imprévue.
- N'ont aucun effet ni positif ni négatif sur l'activité, ni en terme d'incertitude. Les agents économiques n'ont pas besoin de s'en préoccuper, ni de se soucier de leur incidence fiscale.

- Génèrent de l'incertitude et de l'instabilité. Comme ils sont une institution normale, personne n'est surpris, ils sont pris en compte dans les échanges commerciaux et les calculs de prix.
- Génèrent certitude et stabilité. Comme ils ne sont pas une institution normale, personne n'en tient compte dans ses calculs, ceci ne change rien aux échanges et aux prix.

49) L'Etat dans la « première synthèse »

- La « première synthèse » combine les idées de Keynes et de Malthus pour montrer que la politique budgétaire et fiscale, combinée à la politique monétaire, peut permettre de réduire l'instabilité qui résulte de la loi de Say.
- La « première synthèse » combine les idées néoclassiques sur le monopole naturel et celles de Keynes. L'Etat doit fournir des biens publics et stabiliser l'économie afin d'atteindre le plein-emploi.
- La « première synthèse » combine les idées de Keynes et celle de Marx. L'Etat doit utiliser la politique budgétaire pour atteindre le plein-emploi et développer la protection sociale (en cas de crise).
- Dans la « première synthèse », on observe une combinaison entre les idées de Marx (l'Etat de classe) et les idées du « public choice » (l'Etat prédateur)
- La « première synthèse » combine les idées néoclassiques sur le monopole naturel et celle de Keynes. L'Etat doit éliminer les biens publics en créant les droits de propriété manquants et il doit éviter de déstabiliser l'économie par un excès de réglementation.

50) Interpréter le problème du « passager clandestin » (free rider) dans la théorie néoclassique

- Dans la théorie néoclassique, les comportements « opportunistes » de « passager clandestin » surviennent si la propriété privée des biens parvient à s'appliquer pleinement partout. On présuppose que la propriété privée résout les défaillances de marché (approche normative)
- Dans la théorie néoclassique, les comportements « opportunistes » de « passager clandestin » surviennent si la propriété privée des biens ne parvient pas à s'appliquer pleinement partout. On présuppose que la propriété privée ne résout pas les défaillances de marché (approche positive)
- Dans la théorie néoclassique, les comportements « opportunistes » de « passager clandestin » surviennent si la propriété privée des biens ne parvient pas à s'appliquer pleinement partout. On présuppose que la propriété privée résout les défaillances de marché (approche normative)
- Dans la théorie néoclassique, les comportements « opportunistes » de « passager clandestin » surviennent si la propriété privée des biens parvient à s'appliquer pleinement partout. On présuppose que la propriété privée ne résout pas les défaillances de marché (approche normative)
- Dans la théorie néoclassique, les comportements « opportunistes » de « passager clandestin » surviennent si l'Etat instaure l'équilibre général en concurrence parfaite. On présuppose que la propriété privée résout les défaillances de marché (approche positive)

OCM 2 :

1) a propos de la taxation de l'héritage et du patrimoine selon les libéraux :

- En limitant la concentration des patrimoines, la taxation du patrimoine favorise la croissance
- La taxation de l'héritage, comme celle des fortunes s'inscrit dans un principe de justice car elle réduit les inégalités de patrimoine et participe à l'égalité des droits
- la taxation de l'héritage relève d'une injustice car le capital a déjà été taxé du vivant de la personne. Elle décourage l'accumulation de richesse et favorise l'évasion fiscale.
- en favorisant la concentration des patrimoines, la taxation du patrimoine favorise la croissance
- la taxation de l'héritage doit relever d'impôts progressifs pour réduire les inégalités de patrimoine

3) Dans le modèle du multiplicateur keynésien avec impôt progressif, à quelles conditions une hausse de l'impôt peut-elle conduire à un effet expansionniste sur l'activité

- Si la hausse de l'impôt porte sur les ménages modestes et sert à financer des dépenses publiques qui participent à la demande globale
- Si la hausse d'impôt porte sur les ménages aisés et sert à réduire la dette publique
- ce n'est pas possible !
- si la hausse d'impôt porte sur les ménages aisés et sert à financer des dépenses publiques qui participent à la demande globale
- si la hausse d'impôt porte sur les ménages modestes et sert à réduire la dette publique

4) a propos de la taxation optimale et la notion de l'incidence fiscale dans la théorie néoclassique : la notion de « perte sèche » représente l'inefficacité d'un prélèvement. Son ampleur dépend de l'élasticité de la demande et/ou de l'offre. Selon cette approche, il faut, en pratique

- taxer les seuls b dont l'O est élastique
- taxer les seuls b dont la D est élastique
- taxer les seuls b dont la D est inélastique
- taxer une large variété de b à un tx réduit
- taxer les seuls b dont l'O est inélastique

5) Selon l'approche keynésienne

- une structure fiscale progressive augmente la propension à consommer de l'économie et a un effet récessif
- la progressivité de la structure fiscale n'influence pas la propension à consommer de l'éco et n'a pas d'effet sur l'activité
- une structure fiscale davantage progressive augmente la propension à consommer de l'économie et a un effet expansionniste
- une structure fiscale davantage progressive diminue la propension à consommer et a un effet

récessif

- une structure fiscale davantage progressive diminue la propension à consommer de l'économie et a un effet expansionniste

6) la TVA est un impôt

- proportionnel par rapport aux quantités consommées et dégressif par rapport au revenu
- progressif par rapport aux quantités consommées et proportionnel par rapport au R - progressif par rapport aux qté C et dégressif par rapport au R
- proportionnel par rapport aux qté C et proportionnel par rapport au R
- Proportionnel par rapport aux qté C et progressif par rapport au R

7) a propos de l'impôt progressif, Condorcet considère

- Qu'il s'agit d'un moyen d'efficacité de la politique budg en la taille du multiplicateur
- moyen de réduire les inégalités sans avoir à recourir à l'action violente, laquelle est néfaste pour le commerce et l'industrie, et de réduire la charge fiscale sur les plus modestes.
- Qu'il ne peut pas se substituer à des mesures plus violentes, et plus efficaces pour réduire les inégalités, car il n'agit pas suffisamment sur la répartition du R
- moyen de les inégalités, bien qu'il soit favorable à l'action violente, laquelle n'est pas considérée comme néfaste pour le commerce et l'industrie, et de réduire la charge fiscale sur les plus modestes

29) a propos de l'impôt sur les successions

- En limitant la concentration des patrimoines, la taxation du patrimoine favorise la croissance
- La taxation de l'héritage, comme celle des fortunes s'inscrit dans un principe de justice car elle réduit les inégalités de patrimoine et participe à l'égalité des droits
- la taxation de l'héritage relève d'une injustice car le capital a déjà été taxé du vivant de la personne. Elle décourage l'accumulation de richesse et favorise l'évasion fiscale.
- en favorisant la concentration des patrimoines, la taxation du patrimoine favorise la croissance
- la taxation de l'héritage doit relever d'impôts progressifs pour réduire les inégalités de patrimoine

2) lorsque l'impôt est proportionnel :

- le taux moyen d'imposition est constant
- croissant
- élasticité égal à 1
- l'élasticité de l'impôt est nulle
- le taux moyen d'imposition est décroissant

5) Selon l'approche keynésienne

- une structure fiscale progressive augmente la propension à consommer de l'éco et a un effet récessif
- la progressivité de la structure fiscale n'influence pas la propension à consommer de l'éco et n'a pas d'effet sur l'activité

- une structure fiscale davantage progressive augmente la propension à consommer de l'économie et a un effet expansionniste
- une structure fiscale davantage progressive diminue la propension à consommer et a un effet récessif
- une structure fiscale davantage progressive diminue la propension à consommer de l'économie et a un effet expansionniste

9) lorsque l'impôt est forfaitaire :

- Le taux marginal est nul
- le taux moyen d'imposition est nul
- l'élasticité de l'impôt est négative

10) a propos des baisses de « charges »

- leur effet a été – sur la compétitivité car les (ont été insuffisantes pour que l'effet substitution puisse l'emporter
- leur effet a été + sur la compétitivité car c'est l'effet substitut° qui l'a emporté
- leur effet a été – sur la compétitivité car c'est l'effet substitut° qui l'a emporté
- leur effet a été – sur la compétitivité car c'est l'effet volume qui l'a emporté
- leur effet a été + sur la compétitivité car c'est l'effet volume qui l'a emporté

11) lorsque l'impôt est progressif

- Le taux moyen d'imposition est décroissant
- le tx moyen d'imposition > tx marginal
- l'élasticité de l'impôt au revenu est supérieur à 1
- Le tx moyen d'imposit° est fixe
- l'élasticité de l'impôt au R > 100

12) Condorcet imagine initialement

- un impôt composé d'une tranche unique avec un abattement en-dessous du revenu de subsistance
- un impôt composé d'une tranche unique avec un abattement au-dessus du R de subsistance
- un impôt composé de sept tranches d'imposition au tx cr&, avec un abattement
- un impôt composé de sept tranches d'imposition au tx cr&, sans abattement

13) a propos de l'impôt sur le revenu des personnes en France

- comme il est progressif et familiarisé, il participe à la redistribut° horizontale et verticale des revenus
- comme il n'est pas familiarisé, il participe à la redistribut° horizontale et verticale des R
- comme il est progressif, il participe à la redistribut° horizontale des R
- comme il est familiarisé, il participe à la redistribut° verticale des R
- comme il n'est pas progressif, il participe à la redistribut° horizontale des R

14) Pour évaluer la progressivité de l'impôt à partir d'études de cas types

- il faut comparer le tx moyen d'imposit° de ménages ayant les mêmes R mais pas la même composition familiale. Le tx moyen doit être décroissant avec la taille du ménage
- il faut comparer le tx moyen d'imposit° de ménages identique en tt. Le tx moyen doit être décroissant
- il faut comparer le tx moyen d'imposit° de ménages ayant la même composition familiale mais des R différents. Le tx moyen doit être décroissant
- il faut comparer le taux moyen à imposition de ménages de composition familiale différente et ayant des revenus différents. Le tx moyen doit être croissant
- il faut comparer le taux moyen d'imposit° de ménages ayant la même composition familiale mais des R différents. Le taux moyen doit être décroissant.

15) A propos du texte de M. Anota sur les baisses de « charges »

- Il est tt a fait justifié de s'intéresser au coût du travail sans prendre en compte la productivité au travail
- cela n'a aucun sens de s'intéresser au coût du travail si l'on ne prend pas également en compte la productivité du capital
- cela n'a aucun sens de s'intéresser au coût du travail si l'on ne prend pas également en compte la productivité au travail
- cela n'a aucun sens de s'intéresser au coût du travail si l'on ne prend pas également en compte les conditions de travail
- cela n'a aucun sens de s'intéresser au coût du travail si l'on ne prend pas également en compte la rémunération du travail

16) A propos de la TVA

- il existe 4 taux de TVA selon les caractéristiques des biens allant de 2,1% à 20%
- il existe 4 taux de TVA selon le R des ménages
- les tx de TVA sont proportionnels au revenu
- les tx de TVA sont proportionnels aux quantités achetées

17) A propos des inégalités, Condorcet estime que

- l'existence des grandes fortunes est désirable par elle-même et qu'il est inutile qu'elles se rapprochent de l'égalité car l'égalité des droits est naturelle et réelle
- l'existence des grandes fortunes est utile par elle-même et qu'il est inutile qu'elles se rapprochent de l'égalité car sans cela l'égalité des droits ne peut être entière et réelle
- l'existence des grandes fortunes est nuisible par elle-mêmes et qu'il est utile qu'elles se rapprochent de l'égalité car sans cela l'inégalité des droits ne peut être entière et réelle
- l'inexistence des grandes fortunes est nuisible par elle-même et qu'il est utile qu'elles se rapprochent de l'égalité car malgré tout l'égalité des droits demeure entière et réelle
- l'existence des grandes fortunes est nuisible par elle-même et qu'il est utile qu'elles se rapprochent de l'égalité car sans cela l'égalité des droits ne peut être entière et réelle

18) A propos de la taxe foncière

- c'est un impôt sur la détention de capital immobilier payé par les ménages propriétaires mais aussi par les entreprises
- les taux sont proportionnels et votés par les collectivités locales
- la base d'imposition fait référence au R des ménages

- c'est un impôt qui constitue une ressource pour le budget de l'état
- la base d'imposition fait référence à la valeur locative cadastrale
- c'est un impôt sur le K mobilier et immobilier payé par les ménages
- cet impôt est une ressource des collectivités locales

19) En 2018, une réforme a profondément modifié l'imposition du patrimoine en France. En quoi a-t-elle consisté ?

- suppression de l'ISF remplacé par l'IFI. Le capital financier n'est plus taxé
- création d'une flat tax sur les revenus du patrimoine financier. La taxation des revenus financiers ne repose plus sur un barème progressif.
- création de l'IFI en complément de l'ISF. Le K financier est désormais taxé
- suppression de la flat tax sur les R financiers. La taxat° des R financiers repose depuis la réforme sur un barème progressif et non plus proportionnel.

20) A propos des effets des politiques fiscales menées depuis 30 ans

- absence de changement d'ampleur, les effets se compensant
- de la progressivité globale des prélèvements et des cotisat° sociales
- de la progressivité globale des prélèvements et fiscalisation de la PS
- de la progressivité globale des prélèvements et fiscalisation de la PS
- de la progressivité globale des prélèvements, des cotisat° sociales

21) Les impôts sur le capital des ménages regroupent depuis 2018 notamment

- l'impôt de solidarité sur la fortune, les droits de succession et la taxe foncière
- l'impôt sur la fortune immobilière est une flat tax sur le K mobilier
- l'impôt de solidarité sur la fortune est une flat tax sur le K mobilier
- l'impôt de solidarité sur la fortune et les droits de succession
- l'impôt sur la fortune immobilière, les droits de succession et la taxe foncière. La détention de K mobilier n'est plus imposée.

22) Condorcet considère

- l'impôt proportionnel comme un impôt sur les choses, car il reste le même quel qu'en soit le possesseur
- l'impôt progressif comme un impôt sur les choses car il reste le même quel qu'en soit le possesseur
- l'impôt proportionnel comme un impôt sur les personnes car il varie d'un possesseur à un autre.
- l'impôt proportionnel comme un impôt sur les personnes car il reste le même quel qu'en soit le possesseur.

23) Dans le modèle du multiplicateur Keynésien avec l'impôt progressif, quel est l'effet sur l'activité d'une c& de l'impôt portant sur les ménages aisés ?

- un effet expansionniste, d'autant plus élevé que la propension à C des ménages aisés et élevés
- un effet récessif d'autant plus élevé que la propension à C des ménages aisés et faibles
- un effet récessif d'autant plus élevé que la propension à C des ménages aisés et élevés - cela est

neutre sur l'activité

- un effet expansionniste d'autant plus élevé que la propension à C des ménages aisés et faibles.

24) Martin Anot explique que les exonérations de cotisations sociales en France

- ont eu un effet mitigé sur les exportations fr en raison de l'appréciation de l'euro, lié à l'excédent commercial de l'ALL
- ont augmenté la capacité d'exportation mais les entreprises n'ont pas été incitées à améliorer la qualité de leur production et l'innovation
- n'ont pas eu d'effet sur la capacité d'exportation car les entreprises ont été incitées à améliorer la qualité de leur production et l'innovation malgré les baisses de salaire
- ont limité la capacité d'exportation car les entreprises n'ont pas été incitées à améliorer la qualité de leur production et l'innovation
- ont limité la capacité d'exportat° car les E n'ont pas été incitées à réduire suffisamment le coût de la main d'oeuvre

25) a propos des structures fiscales

- les différents impôts et cotisations sociales sont répartis sur a base de critères conventionnels. Les structures fiscales servent aux comparaisons internationales et mettent au jour les différences entre pays en matière d'ampleur de l'intervention publique
- les différents impôts et cotisation sociales sont répartis sur la base de critères conventionnels. Les structures fiscales servent aux comparaisons internationales et mettent au jour les différences institutionnelles entre pays en matière de financement des dépenses publiques
- les différences entre pays en matière de structures fiscales sont minimales. Le tx de PO est en revanche très différent entre les pays

26) Keynes se déclare en faveur

- d'un impôt progressif taxant davantage les hauts R afin d'&la propension à C de l'ensemble de l'éco, relancer une éco en sous-emploi et financer des baisses d'impôt frappant davantage les bas revenus
- d'un impôt progressif taxant davantage les hauts R afin de (la propension à C et freiner l'activité dans une éco en surchauffe
- Keynes a axé sa théorie sur les dépenses publiques et fait référence aux arguments néoclassiques relatifs aux effets désincitatifs de la taxat° des R et du patrimoine
- d'un impôt proportionnel minimal pour soutenir la DG dans une éco en sous-emploi
- d'un impôt progressif minimal afin de favoriser les comportements d'épargne pour relancer l'

27) Condorcet estime qu'il est juste de dire

- tous les R seront proportionnellement imposés ; mais au-dessus d'un certain terme, l'excédent ne paiera aucune autre contribut°
- tous les R seront proportionnellement imposés ; mais au-dessus d'un certain terme, l'excédent paiera progressivement une autre contribut°

- aucun R ne sera imposé, excepté celui des plus fortunés, au-dessus d'un certain terme, qui paiera proportionnellement une contribut°
- tous les R seront progressivement imposés ; mais au-dessus d'un certain terme, l'excédent sera proportionnellement une autre contribut°
- tous les R seront proportionnellement imposés ; mais au-dessus d'un certain terme, l'excédent paiera proportionnellement une autre contribut°

28) A propos du taux de prélèvements obligatoires

- il renseigne avec beaucoup de précision sur l'ampleur de l'intervent° publique
- il renseigne sur la pression fiscale des contribuables dans un pays
- il doit être relié aux dépenses que les prélèvements obligatoires financent pour être interprété correctement

29) a propos de l'impôt sur les successions

- c'est un impôt direct qui fait suite à la détention de K. Il existe depuis le début des années 1980
- c'est un impôt dégressif qui a contribué à les inégalités de patrimoine depuis le début des années 1980
- c'est un impôt indirect portant sur la transmission de patrimoine qui existe depuis la fin du 18ème
- c'est aid un impôt progressif dont le montant dpd des liens de parenté avec le défunt. Il a fortement contribué à la réduct° des inégalités de patrimoine à la fin du 19ème.

30) dans un modèle keynésien à deux classes de ménages (ménages aisés/ménages modestes), le résultat de la mise en place d'un impôt progressif conduisant à taxer davantage les ménages aisés que les ménages modestes est le suivant :

- & de l'impôt prélevé sur les ménages aisés a un effet expansionniste sur l'activité si l'on met une contrainte de dépenses publiques constantes
- & de l'impôt prélevé sur les ménages aisés a un effet expansionniste sur l'activité si l'on met une contrainte d'équilibre budgétaire ou d'autorisat° de déficit budgétaire dans le modèle de par ses effets redistributifs
- & de l'impôt prélevé sur les ménages aisés a un effet expansionniste sur l'activité si elle est accompagnée d'une & de l'impôt prélevé sur les ménages modestes
- & de l'impôt prélevé sur les ménages aisés a un effet recessif sur l'activité si elle est accompagnée d'une (de l'impôt prélevé sur les ménages modestes
- une augmentat° de l'impôt prélevé sur les ménages aisés a un effet récessif sur l'activité si l'on met une contrainte d'équilibre budgétaire dans le modèle de par ses effets redistributifs

31) a propos du taux global de prélèvements obligatoires

- cet indicateur a du sens quelle que soit l'approche retenue du PIB, puisque le PIB est le même quel que soient les 3 approches.
- cet indicateur a du sens seulement lorsque l'on retient l'approche production du PIB
- cet indicateur est incohérent : son numérateur ne consolide pas les PO du point de vue des différentes approches du PIB
- cet indicateur a du sens lorsque l'on retient l'approche D du PIB
- cet indicateur a du sens seulement lorsque l'on retient l'approche R du PIB

32) a propos de la dépense publique, Condorcet estime qu'il existe

- une dépense qui a pour le riche une utilité égale à l'utilité commune à tous
- une dépense qui a pour le pauvre une utilité dont il profite seul, et qui fait perdre de l'utilité commune à tous
- une dépense qui a pour le riche une utilité dont il profite seul, et qui fait perdre de l'utilité commune à tous
- une dépense qui a pour le pauvre une utilité dont il profite seul, sans qu'il ne perde rien de l'utilité commune à tous
- une dépense qui a pour le riche une utilité dont il profite seul, sans qu'il ne perde rien de l'utilité commune à tous.

33) a propos du taux de prélèvements obligatoires

- il existe plusieurs estimations du TGPO selon les conventions retenues par les différentes institutions qui le calculent, il faut être attentif à la source des données pour mener des comparaisons internationales
- les différents pays n'ont pas réussi à se mettre d'accord au niveau de l'OCDE pour se baser sur une seule nomenclature internationale, d'où l'impossibilité de mener des comparaisons internationales
- il y a eu trop de pb pour estimer le TGPO en France. L'Insee a abandonné cet indicateur pour privilégier, depuis 2010, le tx de PO, hors cotisations sociales
- il n'y a pas de pb pour estimer le TGPO : il suffit d'additionner les PO et de les rapporter au PIB
- Les différents pays ont fini par se mettre d'accord au niveau de l'OCDE pour se baser sur une seule nomenclature internationale qui permet d'avoir une évaluation unique et consensuelle de TGPO

34) Selon les travaux de Landais, Piketty, Saez, le système fiscal français (ensemble des impôts et cotisations sociales portant sur les revenus des ménages) présente le profil suivant

- légèrement progressif jusqu'au niveau des classes moyennes et de + en + régressif à partir des 5% des ménages les + aisés
- légèrement régressif jusqu'au niveau des classes moyennes et de + en + progressif à partir des 5% des ménages les + aisés
- est indépendant du R des ménages
- très progressif jusqu'au niveau des classes moyennes et légèrement régressif à partir des 5% des ménages les plus aisés

- très régressif jusqu'au niveau des classes moyennes et légèrement progressif à partir des 5% des ménages les plus aisés

35) pour Condorcet

- Une taxe extraordinaire (exigée une seule fois) n'est réellement payée par personne, tout comme le produit net d'une terre
- une taxe extraordinaire (exigée une seule fois) n'est pas réellement payée par celui même à qui elle est réellement demandée
- une taxe ordinaire (exigée une seule fois) est réellement payée par celui même à qui elle est directement demandée
- une taxe extraordinaire (exigée une seule fois) est réellement payée par celui même à qui elle est directement demandée

36) Dans le modèle du multiplicateur keynésien avec impôt progressif, quel est l'effet sur l'activité d'une hausse de l'impôt portant sur les ménages aisés

- un effet expansionniste, d'autant plus élevé que la propension à C des ménages aisés est élevée
- un effet récessif, d'autant plus élevé que la propension à consommer des ménages aisés est faible
- un effet récessif, d'autant plus élevé que la propension à C des ménages aisés est élevée - cela est neutre sur l'activité
- un effet expansionniste, d'autant plus élevé que la propension à C des ménages aisés est faible.

37) a propos de la taxation optimale des revenus et de l'arbitrage efficacité-équité

- le principe d'efficacité invité à taxer les ménages ayant les revenus les + élevés mais le principe d'équité verticale à taxer les ménages ayant les R les + faibles
- le principe d'équité transversale invite à mettre en place un impôt progressif puis dégressif mais le principe de subsidiarité un impôt proportionnel raisonnable
- le principe d'équité verticale invite à taxer davantage les ménages à haut revenu mais selon le principe d'efficacité, une des tx d'impôt conduisant les agents à réduire leur activité, les tx d'impôt ne peuvent lorsque le 2^{ème} effet domine
- le principe d'équité verticale invite à taxer de la mm manière tous les ménages à un tx minimal mais selon le principe d'efficacité, une (trop forte) des tx d'impôt conduisant à réduire les ressources de l'État, les tx d'impôt ne peuvent (lorsque le 2^{ème} effet domine)
- le principe d'équité verticale invite à mettre en place un impôt proportionnel et le principe d'efficacité un impôt progressif

38) a propos de la TVA

- la TVA est un impôt sur la C du fait du principe de la déductibilité
- la TVA fait partie des impôts sur les produits
- la tva est un impôt supporté par les ménages mais qu'ils peuvent reporter sur les entreprises
- la tva fait partie des impôts sur le K

39) A propos du taux de prélèvements obligatoires (TGPO)

- il rapporte la somme des PO au PIB. Les institut^o qui le calculent ont établi une nomenclature qui permet de procéder à des comparaisons internationales rigoureuses.
- il rapporte la somme des impôts et cotisations sociales au PIB. Selon les institutions qui le calculent et selon les pays, différentes conventions sont retenues.
- il rapporte la somme des impôts au PIB. Les institut^o qui le calculent ont établi une nomenclature qui permet de procéder à des comparaisons internationales rigoureuses
- il rapporte la somme des cotisations sociales aux PO selon une nomenclature standardisée au niveau international
- Il rapporte la somme des impôts au PIB. Selon les institutions qui le calculent et selon les pays, différentes conventions sont retenues

40) Avec l'impôt progressif, Condorcet souhaite

Faire payer par les riches certains avantages exclusifs qu'ils retirent de dépenses faites pour l'utilité générale, mais dont il résulte des jouissances qui ne peuvent être que pour eux seuls

41) À propos de la CSG

Il s'agit d'un impôt sur les R, à taux proportionnels, créé dans les années 1990 pour élargir les sources de financement de la pS ayant contribué à réduire la progressivité globale du système fiscal

42) a propos de l'impôt sur les sociétés

Il porte sur les bénéfices réalisés en France. Son tx moyen est cr&avec les bénéfices réalisés

43) une élasticité de l'impôt égale à 0 implique que Le montant de l'impôt ne varie pas en fonction du R

44) L'élasticité de l'impôt au R mesure

Le ratio entre le % de variation de l'impôt et le % de variat^o de revenu

45) a propos des dépenses ou « niches » socio fiscales

Leur montant a explosé depuis les années 1990 parce que les gouvernements successifs les ont massivement utilisés comme instrument d'incitation fiscale alors qu'elles réduisent les recettes des APU

46) Condorcet se prononce en faveur

De l'impôt progressif

47) a propos de la TVA

La tva est un impôt injuste dans la mesure où les ménages les + modestes consacrent une des + grande partie de leur revenu au paiement de la TVA

48) A propos du quotient familial

Le quotient familial a pour but de rapprocher les niveaux de vie de ménages ayant le mm revenu mais des charges de famille différentes. L'avantage en impôt est cr& avec le R mais borné.

49) a propos de la TVA

Première ressource fiscale dans le budget de l'état Impôt indirect

50) Le crédit d'impôt pour la compétitivité (CICE) ... quels sont les résultats des évaluat° du dispositif ?

A court terme, une c& du coût du travail permettant d'améliorer les marges des E en capacité d'en bénéficier, une forte concentrat° des bénéficiaires, une opacité sur l'utilisation des fonds et sur les effets à moyen terme

QCM 3 :

La répartition primaire des revenus rend compte :

- Partage des profits entre les salariés et les capitalistes

Le numérateur du ratio «(dépenses publiques / PIB) enregistre :

- Des dépenses relevant des approches production demande est revenus du PIB en procédant à des doubles comptabilisations

Dans le modèle simple en économie ouverte (avec les exportations X et les importations M) en tenant compte de la présence des administrations publiques (avec G la dépense publique et T les recettes fiscales nettes de transferts), avec Y le revenu national. À la dépense autonome, c la propension à consommer, m la propension à importer et t le taux d'imposition moyen, le multiplicateur s'écrit :

- $\Delta Y / \Delta A = 1 / (1 - c(1 - t) + m)$

La répartition secondaire des revenus rend compte :

- De la répartition des revenus après intervention des APU qui prélèvent IP et CS et redistribuent des prestations sociales

À propos de l'évolution des sources de financement de la protection sociale depuis les années 1990 : Quelles politiques ont conduit à la « fiscalisation de la protection sociale » depuis les années 1990 ? Cochez la ou les propositions correctes :

- Le développement d'impôts et de taxes affectées comme la CSG

1) Le multiplicateur keynésien met en jeu un effet de diffusion de la dépense autonome qui produit

- a) Baisse de l'activité moins que proportionnel à l'impulsion première.
- b) Un accroissement de l'inflation parfaitement proportionnel à l'impulsion première.
- c) Une baisse de l'activité plus que proportionnel à l'impulsion première
- d) Un accroissement de l'activité moins que proportionnel à l'impulsion première

e) Un accroissement de l'activité plus que proportionnel à l'impulsion première

2) Quelles sont les prestations sociales qui composent le RDB des ménages

- a) Les transferts sociaux en nature (prestations sociales dite « en nature ») telles que les aides au logement.
- b) Les prestations de services publics tels que l'assistance juridique en cas de dégâts des eaux et le financement des services civiques.
- c) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature (prestations dites en espèce) telles que les retraites
- d) La prestation sociale en espèces et les transferts sociaux en nature telles que les allocations chômage et le remboursement des médicaments.
- e) Toutes les prestations de services y compris les services de soins de nettoyage et de gardiennage

3) A propos de la structure des dépenses publiques selon la nomenclature internationale des dépenses publiques en 10 postes, cochez-la ou les réponses correctes :

- a) L'éducation, les affaires économiques et les services généraux représentent chacun environ 10% des dépenses publiques
- b) La protection sociale et la santé sont les deux premiers postes et recouvrent près de 60% des dépenses publiques.
- c) La protection sociale et l'éducation sont les deux premiers postes et recouvrent près de 60 % des dépenses publiques.
- d) Un tiers des dépenses publiques concernant le logement et des équipements collectifs, l'ordre et la sécurité publique, les loisirs, la culture, et la protection de l'environnement.
- e) Moins de 10% des dépenses publiques concernent le logement et les équipements collectifs, l'ordre et la sécurité publique, les loisirs, la culture et la protection de l'environnement

4) Concernant le solde des finances publiques et la dépense publique de consommation finale, on constate empiriquement que

- a) Plus les gouvernements dépensent, moins ils améliorent leur solde budgétaire, inversement plus ils font de l'austérité en réduisant leurs dépenses moins il dégrade leurs finances. La dépense publique de consommation améliore l'activité de toute l'économie et donc les recettes fiscales.
- b) Plus les gouvernements dépensent, moins ils améliorent leur solde budgétaire, mais plus ils font de l'austérité en réduisant leurs dépenses plus ils améliorent leurs finances. La dépense publique de consommation améliore l'activité de toute l'économie et donc les recettes fiscales.
- c) Plus les gouvernements dépensent, moins ils améliorent leur solde budgétaire, inversement plus ils font de l'austérité en réduisant leurs dépenses moins il dégrade leurs finances. La dépense publique de consommation détériore l'activité de toute l'économie et donc les recettes fiscales.
- d) Plus les gouvernements dépensent, plus ils améliorent leur solde budgétaire, inversement plus ils font de l'austérité en réduisant leurs dépenses plus ils dégradent leurs finances. La dépense publique de consommation améliore l'activité de toute l'économie et donc les recettes fiscales

e) Plus les gouvernements dépensent, plus ils améliorent leur solde budgétaire, inversement plus ils font de l'austérité en réduisant leurs dépenses plus ils dégradent leurs finances. La dépense publique de consommation détériore l'activité de toute l'économie et donc les recettes fiscales

5) Que peut-on dire de l'évolution de l'élasticité de la FBCF des administrations publiques au PIB

- a) Elle est très volatile est « imprévisible » ce qui traduit le caractère « exogène » de l'investissement public.
- b) Elle est nul, ce qui traduit l'absence de lien entre l'investissement public et le PIB.
- c) Elle est très volatile et « imprévisible » ce qui traduit le caractère « endogène » de l'investissement public
- d) Elle est négative, ce qui traduit le caractère contra-cyclique de l'investissement public.
- e) Elle est positive, ce qui traduit le caractère pro-cyclique de l'investissement public.

6) L'effet d'éviction dans le modèle IS-LM, cas où la monnaie est endogène

- a) La BC suit une règle de Taylor : Elle interprète la hausse de G comme une menace inflationniste => hausse de i => Baisse de l'investissement
- b) La BC suit une règle de Taylor : Elle interprète la hausse de I comme une menace inflationniste => hausse de i => Baisse des dépenses publiques
- c) La BC suit une règle de Taylor : Elle interprète la hausse de I comme une menace déflationniste => hausse de i => Baisse des dépenses publiques
- d) La BC suit une règle de Taylor : Elle interprète la hausse de G comme une menace déflationniste => hausse de i => Baisse de l'investissement
- e) La BC suit une règle de Taylor : Elle interprète la hausse de G comme une menace déflationniste => Baisse de i => Hausse de l'investissement

7) Que peut-on dire de l'évolution de l'état des prestations et autres transferts réalisés par les administrations publiques au PIB ?

- a) Son évolution dénote du rôle contra-cyclique des prestations sociales qui jouent un rôle de stabilisateurs automatiques
- b) Elle est d'autant plus faible que le taux de croissance du PIB est élevé et d'autant plus élevée en valeur absolue que le taux de croissance du PIB est faible
- c) Elle est d'autant plus élevée que le taux de croissance du PIB est élevé et d'autant plus faible en valeur absolue que le taux de croissance du PIB est faible
- d) Elle est très volatile est « imprévisible » ce qui dénote du caractère exogène des prestations sociales.
- e) Son évolution des notes du rôle pro-cyclique des prestations sociales qui joue un rôle d'accélérateur lorsqu'elles ne sont pas suffisantes.

8) A quoi sert la politique budgétaire dans une économie keynésienne ?

- a) Elle ne sert à rien car avec l'équivalence Ricardienne, les agents réduisent immédiatement leur consommation ce qui ne crée aucun effet.
- b) Elle ne sert à rien, car elle donne lieu des effets d'éviction qui viennent annuler l'effet initial.

- c) Elle sert les intérêts des bureaucrates, des classes dominantes et, parfois, des assistés sociaux qui ne veulent pas travailler.
- d) L'investissement privé est spontanément et structurellement trop faible en raison de l'attentisme qui naît des décisions entrepreneuriales décentralisées. Elle résout un problème de coordination
- e) L'investissement privé est spontané et structurellement trop faible en raison des taux d'intérêt trop élevé et de l'excès de réglementation. Elle résout un problème de rareté

9) Quelle est la relation entre dépenses publiques et dette publique que X. Timbeau met en débat dans le graphique 3 du document 2

a) Les pays qui ont des niveaux comparables de ratios de dette publique ont des ratios très différents de dépenses sociales, et les pays ont très peu de différences concernant le ratio de dépenses publiques strictes alors que les ratios de dette sont très différents. Cela remet en cause l'argument selon lequel il faut réduire les dépenses publiques qui seraient trop élevées pour baisser le ratio de dette publique

- b) Les pays qui ont des niveaux comparables de ratio de dette publique également des ratios comparables de dépenses publiques. Le lien est positif, ce qui conforte l'argument selon lequel il faut réduire les dépenses publiques qui seraient trop élevées pour baisser le ratio de dette publique.
- c) Les pays qui ont des niveaux comparables de ratio de dette publique ont des ratios très différents de dépenses publiques strictes et des ratios comparables de dépenses sociales. Le lien est positif concernant les dépenses sociales. Cela conforte l'argument selon lequel il faut réduire les dépenses sociales qui seraient trop élevées pour baisser le ratio de dette publique.

10) A propos des « prestations et autres transferts » dans la décomposition comptable des dépenses publiques de quoi s'agit-il ?

- a) Pour l'essentiel, il s'agit des prestations sociales en espèces et de l'ensemble des transferts sociaux en nature
- b) Cela n'a rien à voir avec les prestations et transferts à destination des ménages.
- c) Pour l'essentiel, il s'agit des prestations sociales en espèces et des transferts sociaux en nature de biens et services marchands.
- d) Pour l'essentiel, il s'agit des prestations sociales en espèces.
- e) Pour l'essentiel, il s'agit des transferts sociaux en nature.

11) A propos de l'effet redistributif des transferts sociaux en nature

- a) Les transferts sociaux en nature qui participent fortement à la réduction des inégalités sont liés au logement, et dans une moindre mesure, à l'éducation
- b) Les transferts sociaux en nature qui participent fortement à la réduction des inégalités sont liés aux allocations familiales et au RSA
- c) Les transferts sociaux en nature qui participent fortement à la réduction des inégalités sont liés à la santé, et dans une moindre mesure, au sport
- d) Les transferts sociaux en nature qui participent fortement à la hausse des inégalités sont liés au logement et, dans une moindre mesure, à l'éducation.

- e) Les 20 % des ménages les plus aisés perçoivent 50 % des transferts sociaux en nature alors que les 20 % les plus modestes dans perçoive que 5 %.

12) L'évaluation paramétrique de la taille du multiplicateur potentiel pour la France montre qu'il se situe sans doute dans une fourchette

- a) (1,25 ; 1,5)
- b) (1,75 ; 2,0)
- c) (2,0 ; 1,25)
- d) (1,0 ; 1,25)
- e) (1,5 ; 1,75)

13) A propos de l'effet redistributif des prélèvements et des prestations

- a) Les prélèvements réduisent davantage les inégalités de niveau de vie que les prestations sociales parce que les prestations sociales sont versées à tous les ménages alors que les prélèvements ne concernent que les ménages les plus aisés.
- b) Les prélèvements réduisent davantage les inégalités de niveau de vie que les prestations sociales parce que de nombreux prélèvements sont progressifs alors que toutes les prestations sociales sont proportionnelles.
- c) Les prestations sociales réduisent davantage les inégalités de niveaux de vie que les prélèvements parce que toutes les prestations sociales sont progressives alors que de nombreux prélèvements sont proportionnels
- d) Les prélèvements réduisent autant les inégalités de vie que les prestations sociales.
- e) Les prestations sociales réduisent davantage les inégalités de niveau de vie que les prélèvements parce que les prestations sociales sont versées à tous les ménages alors que les prélèvements ne concernent que les ménages les plus aisés.

14) La querelle du luxe oppose

- a) Ceux qui pensent que l'argent est la source de prospérité à ceux qui pensent que le travail est la source de prospérité.
- b) Ce qui pense que l'épargne est la source de la prospérité à ceux qui pensent que le que la consommation est la source de la pauvreté.
- c) Ce qui pense que la théorisation est la source de la pauvreté à ceux qui pensent que la consommation est la source de la prospérité
- d) Ceux qui pensent que l'épargne est la source de la pauvreté à ceux qui pensent que la consommation est la source de la prospérité.
- e) Ceux qui pensent que l'épargne est la source de prospérité à ceux qui pensent que la consommation est la source de la prospérité

15) Au cours du processus multiplicateur plusieurs étapes ont lieu

- a) La composante autonome (I ou G) de la dépense donne l'impulsion initiale, qui induit un accroissement plus que proportionnel du revenu (Y) ce qui ensuite fait augmenter la demande induite (C) de façon de plus en plus amortie en interaction avec le revenu

16) Le taux de socialisation du RDB des ménages est égal

- a) (Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature) / (épargne brute des ménages)
- b) (Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature) / (Revenu disponible Brut des ménages)
- c) (Transferts sociaux en nature + crédit d'impôt) / (revenu disponible brut des ménages)
- d) (Transferts sociaux en nature) / (revenu disponible ajusté brut des ménages)
- e) (Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature) / (PIB)

17) Concernant le lien entre la croissance et la dépense publique, sur le plan empirique on constate :

a) Une relation positive entre le taux de croissance et la dépense publique de consommation finale et d'investissement et le taux de croissance de l'économie. Le monde est donc plutôt keynésien

18) Que font les APU à destination des entreprises ?

- a) Des réglementations (Etat législateur), des investissements (Etat développeur), des commandes directes auprès des entreprises, le versement de subventions et soutien divers (dont les dépenses fiscales)
- b) Des réglementations (État législateur), des investissements (État développeur), des commandes directes auprès des entreprises, des prestations sociales (État social)
- c) Des autres des dépenses individuelles et collectives enregistré dans le compte d'utilisation du revenu d'APU.

19) Dans le modèle keynésien simplifié on écrit la fonction de consommation comme suit

- a) $Y = C + I$
- b) $Y = cC$
- c) $C = cY$
- d) $C = cY - I$
- e) $C = (1 - c)Y$

20) La courbe de Philips (1958)

a) La capacité de négociation des salariés dépend (de manière inverse) du niveau du chômage
 $u \Rightarrow \Delta w/w$

21) La consommation effective des ménages est égale à

- a) La consommation finale des ménages + les transferts sociaux en nature versés aux ménages par les APU
- b) La consommation finale des ménages + la FCBF des ménages
- c) La consommation finale des ménages - les impôts et cotisations sociales + les prestations sociales

- d) La consommation finale des ménages + les transferts sociaux en nature et les prestations sociales en espèces aux ménages par les APU et les ISBLSM
- e) La consommation finale des ménages + les transferts sociaux en nature versés aux ménages par les APU et les ISBLSM

22) A propos de l'effet de la dépense publique sur l'activité, le clivage théorique se situe entre

- a) L'effet d'encaisse réelle et l'effet d'éviction
- b) L'effet multiplicateur et l'effet d'éviction
- c) L'effet multiplicateur et l'effet de ruissellement
- d) L'effet multiplicateur et l'effet de substitution
- e) L'effet substitution et l'effet d'éviction

23) A propos de la taille du multiplicateur dans l'analyse keynésienne

a) La taille du multiplicateur fluctue au cours du cycle, il dépend de l'écart de production (output gap). Plus l'économie se rapproche du plein emploi, plus le multiplicateur est petit. Plus l'économie s'en éloigne, plus il est grand

24) Concernant le multiplicateur keynésien, lorsque la propension à importer augmente

- a) Ceci réduit la taille du multiplicateur
- b) Ceci augmente la taille du multiplicateur
- c) Ceci a un effet indéterminé sur le multiplicateur
- d) Ceci peut avoir un effet sur la taille du multiplicateur, mais cela dépend du taux d'inflation

1. e) Ceci n'a pas d'effet sur la taille du multiplicateur.

25) A propos de la structure des dépenses publiques selon leur nature, quels sont les deux postes les plus importants en suivant la nomenclature des dépenses de l'OCDE ?

- a) Santé ; protection sociale
- b) Environnement ; intérêts de la dette
- c) Affaire économique ; logement équipement collectif
- d) Enseignement ; ordre et sécurité publique
- e) Santé ; défenses

26) A propos du multiplicateur de dépenses publique de l'approche keynésienne

- a) La dépense privée produit des effets de diffusion et d'entraînement qui détériore l'activité publique lorsque l'économie n'est pas en sous-emploi
- b) La dépense publique produit des effets d'éviction qui détériorent l'activité privée lorsque l'économie n'est pas en sous-emploi
- c) La dépense publique produit des effets d'éviction qui améliorent l'activité privée lorsque l'économie n'est pas en sous-emploi
- d) La dépense publique produit des effets de diffusion et d'entraînement qui améliorent l'activité privée lorsque l'économie est en sous-emploi

- e) La dépense publique produit des effets de diffusion qui est entraînement qui améliore l'activité privée lorsque l'économie n'est pas en sous-emploi

27) A propos de l'évolution de l'indicateur (dépense publique/PIB)

- a) Sa tendance est à la hausse depuis les années 1950, sauf dans les périodes de ralentissement de l'activité où il baisse
- b) Sa tendance est à la baisse avant 1980 et à la hausse depuis 1980, pour atteindre 56% en 2017
- c) Sa tendance est à la hausse depuis les années 1950. Il dépasse 50 % depuis 1980.
- d) Sa tendance est à la hausse avant 1980 et à la baisse depuis 1980 pour atteindre 56 % en 2018
- e) Ça tendances et à la hausse depuis les années 1980. Il dépasse 75 % depuis la crise de 2008

28) A propos du ratio (dépenses publiques / PIB) depuis les années 1960

- a) Le ratio (Dépenses publiques/PIB) se situe dans la fourchette 40-60% et le ratio (dépenses des SNF/PIB) dans la fourchette 20-40%
- b) Le ratio (Dépenses publiques/PIB) se situe dans la fourchette 40-60% et le ratio (dépenses des ménages/PIB) dans la fourchette 20-40%
- c) Le ratio (Dépenses publiques/PIB) se situe dans la fourchette 40-60% et le ratio (dépenses privées/PIB) est supérieur à 250%
- d) Le ratio (Dépenses publiques/PIB) se situe dans la fourchette 40-60% et le ratio (dépenses des ménages/PIB) dans la fourchette 200-250%
- e) Le ratio (Dépenses publiques/PIB) et le ratio (dépense privées/PIB) se situe tout les deux dans la fourchette 40-60%

29) Selon Xavier Timbeau de l'OFCE, quelle est la réponse à la question qu'il pose dans le titre de son article « les dépenses publiques en France : En fait-en trop ? »

a) Non ! Les écarts entre pays sont faibles concernant les « dépenses publiques strictes » et la France est bien située. Les écarts entre pays sont plus élevés concernant les dépenses sociales car les pays ont des systèmes de financement de la protection sociale différents. L'indicateur ne renseigne pas l'aspect contributif ou solidaire du système social

30) La courbe de Philips du « Deuxième âge » ou « augmentée »

a) La politique budgétaire à un effet inflationniste qui réduit le salaire réel et augmente la demande de travail ce qui réduit le chômage car les salariés sont victimes de l'illusion monétaire. Une fois qu'ils ont réalisés leurs erreurs, les salariés réduisent leur offre de travail et l'économie retrouve le même niveau d'emploi mais avec un taux d'inflation plus élevé.

31) Parmi les composantes du revenu disponible brut (RDB) des ménages, sont inclus entre autres

- a) Rémunération du travail – cotisations sociales – Impôts + prestations sociales
- b) Cotisations sociales + impôts - prestations sociales + revenus de la propriété
- c) Rémunération du travail + cotisations sociales - prestations sociales
- d) Rémunération du travail + FBCF

e) Rémunération du travail + consommation intermédiaire

32) A propos des dépenses publiques et leur décomposition comptable en 2018, quelles sont les propositions correctes :

- a) Les intérêts versés sur la dette publique représentent environ un quart des dépenses publiques
- b) Les intérêts versés sur la dette publique représentent moins de 5% des dépenses publiques
- c) Les dépenses d'investissement (mesurée par les acquisitions nette d'actif non financiers) représente environ un quart des dépenses publiques
- d) Dans l'approche Comptable, les prestations et autres transferts représente environ le tiers des dépenses publiques
- e) Les dépenses d'investissement (mesurées par les acquisitions nettes d'actifs non financiers) représentent environ 5% des dépenses publiques

33) A propos de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée (PSVA) dans les principaux pays industrialisés

a) A l'exception du Royaume-Unis, les pays ont enregistré une baisse de la PSVA dans les années 1980, et pour certains dans les années 1990, traduisant un rapport de force plus favorable au capital.

34) En 2010, l'idée de la consolidation budgétaire

- a) A été soutenue par les tenants de l'austérité expansionniste (minoritaires chez les économistes) qui pensent que le multiplicateur est positif.
- b) A été soutenue par les tenants de l'austérité expansionniste (minoritaires chez les économistes) qui pensent que le multiplicateur est négatif.
- c) A été soutenu par les tenants de l'austérité expansionniste majoritaire qui considère que l'austérité n'améliore pas l'activité économique mais constitue néanmoins un mal nécessaire pour obtenir des finances saines.
- d) A été soutenu par les tenants de l'hostilité expansionniste (majoritaire chez les économistes) qui pensent que le multiplicateur est négatif.
- e) A été soutenu par les tenants de l'hostilité expansionniste (majoritaire chez les économistes) qui pense que le multiplicateur est positif.

35) A propos de l'évolution du solde de la protection sociale depuis 1959

- a) Déficit déficitaire jusqu'au début des années 1990, excédentaire depuis
- b) Déficit dans la première moitié des années 1990, puis à la suite de la crise de 2008 jusqu'en 2017, excédentaire les autres années
- c) Structurellement déficitaire sur toute la période
- d) Structurellement déficitaire depuis le début des années 1980
- e) Structurellement excédentaire sur toute la période.

36) La réinterprétation de la courbe de Philips par Samuelson (1960)

- a) Le taux de croissance du salaire résulte de la différence entre le taux d'inflation et le taux de croissance de la productivité. Le niveau de l'emploi détermine le niveau de l'inflation
- b) Le taux d'inflation résulte de la différence entre le taux de croissance du salaire et celui de la productivité. Le niveau de l'inflation détermine le niveau de l'emploi
- c) Le taux de l'inflation résulte de la différence entre le taux de croissance du salaire et celui de la productivité. Le niveau de l'emploi détermine le niveau de l'inflation
- d) Le taux de croissance de la productivité et le produit du pot d'inflation ou du taux de croissance du salaire. Le niveau de l'emploi détermine le niveau de l'inflation
- e) Le taux d'inflation résulte la croissance de la masse monétaire. Le niveau de l'emploi détermine le niveau de l'inflation

37) A propos des champs de la redistribution :

- a) La redistribution par les transferts sociaux en nature modifier la répartition primaire, contre tribu à la solidarité mais ne réduit pas les inégalités.
- b) La redistribution monétaire ciblé sur le versement de prestations sociales sous conditions de ressources modifier la répartition secondaire et contribue à la solidarité et maintient la hiérarchie salariale
- c) La répartition par revenus de remplacement modifier la répartition secondaire contribue à la solidarité est réduit les inégalités
- d) La redistribution par les revenus de remplacement modifie la répartition secondaire ne contribue pas à la solidarité et maintient la hiérarchie salariale
- e) La redistribution par les revenus dits de remplacement modifie la répartition primaire, contribue à la solidarité et maintient la hiérarchie salariale

38) La part des prestations sociales dans le RDB selon les niveaux de vie des ménages :

a) La part des prestations sociales dans le RDB des ménages est décroissante avec le niveau de vie : Elles sont d'avantage versées aux ménages se situant en bas de l'échelle des niveaux de vie.

39) A propos de l'enregistrement et des classements des prestations sociales en espèce tels que le versement des retraites :

- a) Dans les comptes nationaux, elles sont enregistrées dans le compte de redistribution secondaire du revenu, en ressources pour les ménages et en emplois pour les administrations publiques
- b) Dans la décomposition comptable des dépenses publiques, elles sont enregistrées dans le poste « prestations et transferts »
- c) Dans la nomenclature internationale des dépenses publiques en 10 postes, elles sont enregistrées dans les dépenses de protection sociale.

40) Les transferts sociaux en nature reçus par les ménages sont équivalents à

- a) La dépense de consommation individuelle des APU + la dépense de consommation collective des APU
- b) La dépense de consommation individuelle des APU + la FBCF de APU
- c) La dépense de consommation individuelle des APU + la dépense de consommation individuelles des ISBLSM

- d) La dépense de consommation individuelle des APU + la dépense de consommation collective des ISBLSM
- e) La dépense de consommation individuelle des ISBLSM + la dépense de consommation collective des APU

41) A propos de la décomposition comptable des dépenses publiques

- a) Elle relève essentiellement de l'approche production du PIB puisqu'elle rend compte de la part de la valeur ajoutée non-marchand évalué au coût de production dans l'économie.
- b) Elle relève essentiellement de l'approche demande du PIB puisqu'elle rend compte du poids des dépenses de consommation finale et d'investissement des administrations publiques dans l'économie
- c) Elle n'a rien à voir avec l'une des approches du PIB puisqu'elle rend compte du poids de rémunération des agents publics dans l'économie
- d) Elle relève essentiellement de l'approche revenus du PIB puisqu'elle rend compte du poids des rémunérations des agents publics dans l'économie
- e) Elle s'inscrit dans chacune des 3 approches du PIB mais ça n'a pas d'intérêt car l'essentiel relève de prestations et autres transferts qui se neutralisent au niveau agrégé de l'économie

42) Le ratio (dépenses publiques / PIB) s'établissait à 56% en 2018. Que peut-on dire ?

- a) La répartition du PIB selon la nature des dépenses par secteur institutionnel n'a pas de sens. Le numérateur additionne des dépenses qui ont du sens du point de vue comptables des APU mais pas de sens au niveau macroéconomique.

43) L'effet d'éviction dans le modèle ISLM, cas où la monnaie est exogène

- a) Hausse de $G \Rightarrow$ Hausse de $i \Rightarrow$ Baisse de l'investissement
- b) Hausse de $G \Rightarrow$ Baisse de $i \Rightarrow$ Hausse de l'investissement
- c) Baisse de l'investissement \Rightarrow Hausse de $i \Rightarrow$ Baisse de G
- d) Baisse de l'investissement \Rightarrow Baisse de $i \Rightarrow$ Baisse de G
- e) Hausse de $i \Rightarrow$ Hausse de l'investissement \Rightarrow Baisse de l'investissement

44) Dans le modèle keynésien du multiplicateur

- a) La consommation et l'investissement constitue une fuite hors du circuit qui réduit l'ampleur du multiplicateur
- b) L'épargne et les importations constituent une fuite hors du circuit qui réduit l'ampleur du multiplicateur
- c) La consommation et l'investissement constitue une fuite hors du circuit qui accroît l'ampleur du multiplicateur
- d) L'épargne et les importations constituent une fuite hors du circuit qui accroît l'ampleur du multiplicateur
- e) L'épargne et les importations constituent une fuite hors du circuit qui n'a pas d'effet sur le multiplicateur

45) L'ampleur de l'intervention des APU selon l'approche demande du PIB peut être appréciée selon quel(s) indicateur(s) ?

- a) (Exportations – importations) / PIB
- b) (Dépenses de consommation des APU + FBCF des APU) / PIB
- c) (Déficit budgétaire des APU) / PIB
- d) (VAB des APU + FBCF des APU) / PIB
- e) (Rémunération versée par les APU + prestation des autres transferts) / PIB

46) Pour mettre en question les comparaisons internationales basées sur l'indicateur, « dépenses publiques », X Timbeau propose de distinguer deux catégories de dépenses publiques. Quelles sont-elles ?

- a) Les prestations sociales en espèces et les transferts sociaux en nature,
- b) Les dépenses à destination des ménages et les dépenses à destination des entreprises,
- c) Les dépenses collectives et dépenses de transfert assurantiel
- d) Les dépenses de l'État et les dépenses des administrations de sécurité sociale.
- e) Les dépenses de consommation finale et les dépenses d'investissement.

47) A propos de la croissance des prestations de protection sociale en France depuis 1959 :

- a) La croissance annuelle des prestations de protection sociale a fortement ralenti depuis les années 1980 en particulier en ce qui concerne le risque famille
- b) La croissance annuelle des prestations de protection sociale a fortement ralenti depuis les années 1980 en particulier en ce qui concerne le risque pauvreté-exclusion sociale
- c) La croissance annuelle des prestations de protection sociale a fortement augmenté depuis les années 1980 en particulier en ce qui concerne le risque famille
- d) La croissance annuelle des prestations de protection sociale a fortement ralenti depuis les années 1980. En particulier en ce qui concerne le risque santé-vieillesse
- e) La croissance annuelle des prestations de protection sociale a fortement augmenté depuis les années 1980 en particulier en ce qui concerne le risque chômage

QCM 4 :

1) La dette publique et ses contreparties financières : le taux d'intérêt :

- Toutes choses égales par ailleurs, plus la dette publique désirée augmente, plus le taux long sur les bons du trésor baisse.

2) Évolution du ratio D/Y, interprétation :

- Toutes choses égales par ailleurs, une hausse de la croissance a pour effet de réduire le ratio D/Y

- Toutes choses égales par ailleurs, une baisse des impôts a pour effet de réduire le ratio D/Y

3) Quelle a été l'évolution des taux d'intérêt sur les titres de la dette publique depuis le début des années 1990 ?

- Ils ont fortement baissé, en même temps que l'endettement public augmentait

4) Après la crise de 2008/9:

- La FBCF totale a augmenté, profitant de la stagnation de la FBCF publique.

5) Face à la hausse continue de D/Y, il faut se demander :

- Pourquoi les agents privés ont-ils une demande de titres aussi élevée ?
- Comment faire pour réduire le coût exorbitant de la dette publique ?

6) Depuis 2015, les taux d'intérêt sur les titres de dette publique sont négatifs. Que peut-on en déduire ?

- Il existe une demande de ces titres dont l'ampleur est telle que la valeur de remboursement est inférieure à la valeur d'émission de ces titres

7) Dans le modèle keynésien de court terme avec impôt progressif en économie fermée, dans le cas de déficit budgétaire de type Maastricht :

- $d^* = (G + \text{int} - T)/Y$

8) Soldes sectoriels en économie ouverte, on a :

- $(S - I) + (T - G) - \text{BTC} \equiv 0$

9) L'équation budgétaire publique peut s'exprimer comme ceci :

- $\text{Variation de la dette} = \text{Service de la dette} + \text{déficit primaire}$

10) Soldes sectoriels en économie fermée, on a :

- $(S - I) + (T - G) = 0$

11) Dette publique et Bons du Trésor :

- Les Bons du Trésor sont le nom pour désigner les titres de la dette publique. Ce sont des obligations. Certains BT ont une échéance courte, d'autres ont une échéance longue, pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines d'années.

12) Comment ont évolué les taux d'intérêt sur titres d'État ?

- La courbe des taux s'est déplacée vers le bas entre 2014 et 2020 donc les taux d'intérêt ont baissé.

13) Pourquoi les agents achètent-ils des titres de la dette publique ?

- La dette publique est considérée comme un actif sans risque. Les gestionnaires de fonds de placement de toutes sortes demandent des Bons du trésor en vue de valoriser leurs portefeuilles d'actifs.

14) L'équation budgétaire publique :

$$- D_t = (1+r) D_{t-1} + G - T$$

15) A propos de la part de la dette publique à court terme et à long moyen terme :

- Les APU s'endettent essentiellement pour faire face à un besoin de trésorerie. En effet, la part du moyen long terme est dominante dans l'endettement des APU. Elle représente plus de 90% de la dette publique négociable.

16) Au cours des trois décennies, les taux long :

- Ont baissé dans l'ensemble des économies avancées

17) Dette publique et créances sur les administrations publiques

- La somme des dettes publiques est égale à la somme des créances publiques.

- C'est une identité comptable.

18) Dans le modèle keynésien de court terme avec impôt progressif en économie fermée, le marché des biens s'écrit :

$$- Y = C + I + G$$

19) Pour que la « consolidation budgétaire » réduise D/Y il faut que

$$- k > 1$$

20) Après la crise 2008-9

- Les ratios D/Y ont continué à augmenter dans tous les pays avancés sauf en Allemagne dont la trajectoire est singulière

21) Pour réduire D/Y par une hausse de G financé par la dette, en période de taux d'intérêt nul, il faut que le multiplicateur k satisfasse la condition suivante :

$$- k > 1 / [(D/Y) + Tnt]$$

22) Existe-t-il une relation entre dette privée et dette publique ?

- Quand la dette privée augmente, la dette publique baisse

23) A propos de l'estimation du multiplicateur budgétaire par les 2 économistes du FMI (Blanchard et Leigh) :

- En 2013, ils ont reconnu une mauvaise estimation du multiplicateur budgétaire : celui-ci n'est pas de 0,5 mais supérieur à 1

24) Comment évoluent les taux d'intérêt sur titres d'Etat ?

- La courbe des taux s'est déplacée vers le bas entre 2014 et 2020 donc les taux d'intérêt ont baissé

25) Pourquoi les agents achètent-ils des titres de dettes publiques ?

- La dette publique est considérée comme un actif sans risque. Les gestionnaires de fonds de placement de toutes sortes demandent des Bons du Trésor en vue de valoriser leur portefeuilles d'actifs

26) Dans le modèle keynésien de court terme avec impôts progressif en économie fermée, dans le cas du déficit budgétaire de type Maastricht

- Le ratio de dette baisse quand le déficit autorisé augmente

27) Que peut-on dire à propos de « la courbe des taux sur titres d'Etat » ?

- Sa forme est normalement croissante
- C'est une courbe qui relie le taux d'intérêt à la durée des titres de dettes publiques
- C'est une courbe qui rend compte de l'évolution des taux d'intérêt sur les titres de dette publique dans le temps

28) Quelle est la prévision de l'approche « orthodoxe » de l'austérité expansive lorsque l'endettement public augmente concernant l'évolution des taux d'intérêt ?

- Les taux d'intérêt devraient augmenter.

29) L'effet boule de neige

- Explique entre 1/3 et 50% de la hausse de D/Y en France de 1980 à 2010

30) Dans un modèle Keynésien, L'effet multiplicateur

- n'a pas d'effet instantané, c'est un processus qui se déploie dans le temps avec plus ou moins d'efficacité selon que l'épargne est élevée ou non.

31) Dans le modèle Keynésien de court terme avec impôt progressif en économie fermée (no sure)

- Une partie de la consommation est autonome du revenu car $C1 = AY - tR1aY$

32) Dette et transferts intergénérationnels

- il n'existe aucun transfert financier intergénérationnel car la somme des dettes est toujours égale à la somme des créances. En revanche, une génération transfère plus ou moins de patrimoine réel à la suivante.

33) Depuis 2013, une majorité d'économistes s'accordent sur l'idée que

- la valeur du multiplicateur peut être élevée et fluctue avec l'output gap : les baisses de dépenses publiques sont la pire des choses à faire en phase de récession ou de faible croissance .

34) Le clivage théorique pour interpréter la contrainte budgétaire publique

-keynésiens : $g=g(G)$, $g'>0$ et $r=r(\text{politique monétaire})$
- Austérité expansive . $g=g(G)$, $g'<0$ and $r=r(G)$, $r'>0$

35) Quelles contreparties réelles à la dette publique ?

-Tout comme les agents privés peuvent acquérir, en s'endettant, des biens d'équipement qu'ils rembourseront sur une longue période , L'Etat s'endette pour investir dans des infrastructures publiques, utiles à l'ensemble de la nation, qui seront amorties sur une longue période.

36) Quelles sont les évolutions en matière de détention de la dette publique française ?

-la part des non-résidents a récemment baissé en raison de la politique de rachat des titres publics par la BCE et les banques centrales nationales.
- Ce sont les ménages qui épargnent qui détiennent les titres de dette, indirectement via leurs placements auprès des organismes financiers.

37) Durant la décennie 2010, le taux de croissance réel de la dépense publique dans les pays avancés

-S'est calé sur une croissance zéro à partir de 2011.

38) Contreparties financières de la dette publique : où la situer dans les bilans des acteurs ?

-Comme pour toute dette, la dette publique figure au passif de l'émetteur et à l'actif du créancier.

39) La politique de « consolidation budgétaire » décidée en 2020

- N'a pas permis de réduire les ratios D/Y , elle a au contraire eu pour effet de les augmenter et de nourrir la stagnation.

40) Dans le modèle keynésien de court terme avec impôt progressif en économie fermée,

Une partie de la consommation est autonome du revenu car $C1 = a(\alpha)Y - TR1a(\alpha)Y$

41) Soldes sectoriels en économie ouverte (cochez la ou les propositions correctes)

- Quand les ménages accumulent des créances, en contrepartie les autres secteurs accumulent des dettes.
- Quand les ménages accumulent des dettes, en contrepartie les autres secteurs accumulent des créances.

42) Pour réduire le ratio D/Y par une hausse de G financée par la dette

- Plus le ratio initial de dette est élevé, moins élevé est le multiplicateur requis.

43) A propos de l'évolution du ratio de dette publique en France du début des années 2000 à 2019

- Le ratio de dette publique a enregistré une hausse d'environ 40 points sur la période, dont 15 points concernent spécifiquement l'année 2009.

44) Le multiplicateur budgétaire :

- (?) Le multiplicateur de dépense budgétaire au sens large est identique au multiplicateur de l'investissement privé. La contrepartie de la dette publique n'a donc aucune raison théorique de se limiter à l'investissement public, il faut tenir compte de l'ensemble des dépenses et de leurs effets sur l'activité.

45) Contreparties financières de la dette publique :

- Au niveau macroéconomique, s'il y a beaucoup de dettes, c'est que la demande de monnaie est inférieure à la demande de titres. L'un ne peut pas aller sans l'autre.
- Au niveau macroéconomique, s'il y a beaucoup de dettes, c'est qu'il y a beaucoup de créances. L'un ne peut pas aller sans l'autre.

46) Comment comprendre l'évolution structurelle des taux d'intérêts sur les titres de la dette publique depuis le début des années 1990 ? cochez la ou les propositions correctes :

- La demande de titres de dette publique a davantage augmenté que l'offre de titres.
- (?) Une politique de taux bas de la BCE.
- Une bonne position des titres de dette publique française dans les stratégies de diversification des portefeuilles d'actifs de la part des investisseurs.

47) Lien entre inflation de D/Y (cochez la ou les propositions correctes) :

- L'inflation favorise les emprunteurs et lèse les prêteurs.
- La dette nominale ne varie pas (à court terme) avec inflation
- L'inflation réduit la valeur réelle de la monnaie
- la valeur réelle de la dette publique diminue avec l'inflation

48) La dette publique en France :

- N'est pas un obstacle pour mener une autre politique, mais le résultat d'une trajectoire induite par des choix de politique économique spécifiques.

49) État et concurrence chez les classiques :

- Pour éviter que la concurrence laissée à elle-même ne tende vers le monopole, il faut réglementer. L'État est l'instituteur et le garant de la concurrence.

50) À propos de la perte sèche induite par un impôt sur un bien dans la théorie néoclassique :

- La perte sèche est plus importante quand la demande est très élastique car alors la quantité échangée varie beaucoup.

51) Comment les nouveaux keynésiens se positionnent-ils par rapport aux nouveaux classiques ?

- Les nouveaux classiques empruntent les outils forgés par les nouveaux keynésiens et introduisent des hypothèses de concurrence parfaite dans le modèle initial des nouveaux keynésiens. Ceci donne des trajectoires de court terme différentes de celles présentées par les nouveaux keynésiens, les auteurs en concluent qu'une intervention qualifiée de « keynésienne » est toujours mauvaises pour l'économie.

52) Les fonctions de l'État selon Richard Musgrave :

- Richard Musgrave résume les préconisations du courant néo-keynésien quant aux fonctions économiques de l'État. L'État doit corriger les défaillances de marché en prenant en charge les biens publics et en régulant le taux d'intérêt (fonction de stabilisation), taxer les hauts revenus et donner des prestations aux bas revenus (fonction de distribution) et assurer l'information parfaite des agents pour qu'ils puissent faire des anticipations rationnelles (fonction d'allocation)

53) À propos des structures fiscales

- les différents impôts et cotisations sociales sont répartis sur la base de critères conventionnels. Les structures servent aux comparaisons internationales et mettent au jour les différences institutionnelles entre pays en matière de financement des dépenses publiques.

54) À propos de la perte sèche induite par un impôt sur un bien dans la théorie néoclassique

- la perte sèche est due à la baisse de la quantité échangée sur le marché

55) À propos de l'impôt progressif :

- il participe à la relance de l'activité par un effet redistributif selon l'approche keynésienne

56) À propos de la notion d' "impôt" :

- l'impôt est un prélèvement obligatoire sans contrepartie directe : son montant n'est pas lié au coût d'un service rendu

57) À propos du taux de socialisation du revenu disponible brut des ménages :

- de moins de 20% dans les années 1950, il atteint les 30% à la fin des années 1980. Contracyclique, il a enregistré une nouvelle hausse lors de la crise de 2008.

58) Courbe en U du FMI : l'évolution du ratio de dette publique/PIB (noté d) depuis l'après guerre montre que :

- de l'après guerre à 1980 : les finances publiques "keynésiennes" ont réduit d; depuis 1980, la "rigueur" des finances publiques a augmenté d.

59) Les stabilisateurs automatiques :

- les agents reçoivent relativement plus de prestations sociales quand l'activité se dégrade et relativement moins quand l'activité accélère; les variations automatiques du solde budgétaire jouent un rôle amplificateur des fluctuations de l'activité.

60) L'effet "boule de neige" c'est lorsque :

- le taux d'intérêt est supérieur au taux de croissance, ce qui toutes choses égales par ailleurs induit mécaniquement une hausse de l'endettement public.